

Extrait de :

NATIONS UNIES ANNUAIRE JURIDIQUE

1968

Quatrième partie. Répertoire et bibliographie juridiques de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

Chapitre IX. Répertoire juridique de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées



Copyright (c) Nations Unies

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Pages</i>
ledit État — Question de savoir si la Conférence peut inviter des États autres que ceux mentionnés dans la résolution convoquant ladite conférence . . .	221
11. Question de savoir si le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux peut examiner la situation dans un territoire avant que sa décision d'inclure ce territoire dans la liste des territoires auxquels la Déclaration est applicable n'ait été approuvée par l'Assemblée générale	222
12. Procédure permettant aux États de devenir parties aux traités pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire — Déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour	224
13. Pouvoir autonome et exclusif du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies en ce qui concerne la nomination, le transfert et la promotion du personnel de l'Office	226
14. Portée et effet des privilèges et immunités devant être accordés en vertu de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies au personnel recruté sur le plan local	228
15. Question de savoir si le traitement d'un fonctionnaire peut faire l'objet d'une saisie ordonnée par un tribunal	232
 Troisième partie. — Décisions judiciaires relatives à des questions concernant l'Organisation des Nations Unies et les organisations intergouvernementales qui lui sont reliées	
CHAPITRE VII. — DÉCISIONS DES TRIBUNAUX INTERNATIONAUX	237
CHAPITRE VIII. — DÉCISIONS DES TRIBUNAUX NATIONAUX	238
 Quatrième partie. — Répertoire et bibliographie juridiques de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées	
CHAPITRE IX. — RÉPERTOIRE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES	
A. — RÉPERTOIRE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	241
I. <i>Assemblée générale et organes subsidiaires</i>	
1. <i>Assemblée plénière et grandes commissions</i>	
A) <i>i)</i> Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt-deuxième session [24 avril-12 juin et 23 septembre 1968])	
1) Non-prolifération des armes nucléaires <i>a)</i> Rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (point 28 de l'ordre du jour)	242
2) Question du Sud-Ouest africain (point 64 de l'ordre du jour)	242

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Pages</i>
A) <i>ii</i>) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt-troisième session)	
1) Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 23 de l'ordre du jour).	242
2) Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique: rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (point 24 de l'ordre du jour)	243
3) Examen de la question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du lit des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, en haute mer au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle, et de l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité: rapport du Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (point 26 de l'ordre du jour).	243
4) Question du désarmement général et complet: rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (point 27 de l'ordre du jour)	244
5) Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermo-nucléaires: rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (point 28 de l'ordre du jour)	244
6) Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de la République sud-africaine: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de la République sud-africaine (point 31 de l'ordre du jour)	244
7) Ressources de la mer: rapport du Secrétaire général (point 41 de l'ordre du jour)	245
8) Projet de déclaration sur le développement social (point 50 de l'ordre du jour).	245
9) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (point 51 de l'ordre du jour)	245
10) Question du châtimeut des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité: rapport du Secrétaire général (point 55 de l'ordre du jour)	245
11) Élimination de toutes les formes de discrimination raciale <i>a</i>) Application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale <i>b</i>) État de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale: rapport du Secrétaire général <i>c</i>) Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale: rapport du Secrétaire général (point 57 de l'ordre du jour)	246

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Pages</i>
12) Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation, ainsi que de la politique d' <i>apartheid</i> , dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants: rapport du Secrétaire général (point 58 de l'ordre du jour).	246
13) Peine capitale (point 59 de l'ordre du jour)	246
14) Année internationale des droits de l'homme <i>a</i>) Mesures et activités entreprises à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme: rapport du Secrétaire général <i>b</i>) Conférence internationale des droits de l'homme (point 62 de l'ordre du jour).	247
15) Question de Namibie <i>a</i>) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux <i>b</i>) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie <i>c</i>) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (point 64 de l'ordre du jour) . . .	247
16) Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, en Namibie et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l' <i>apartheid</i> et la discrimination raciale dans le sud de l'Afrique: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 68 de l'ordre du jour)	247
17) Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies <i>a</i>) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux <i>b</i>) Rapport du Secrétaire général (point 69 de l'ordre du jour).	248
18) Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingtième session (point 84 de l'ordre du jour)	248
19) Projet de convention sur les missions spéciales (point 85 de l'ordre du jour).	249
20) Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (point 86 de l'ordre du jour)	249
21) Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies: rapport du Comité spécial	

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Pages</i>
des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (point 87 de l'ordre du jour)	249
22) Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa première session (point 88 de l'ordre du jour)	250
23) Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international: rapport du Secrétaire général (point 89 de l'ordre du jour)	250
24) Conférence d'États non dotés d'armes nucléaires: document final de la Conférence (point 96 de l'ordre du jour).	250
B) Autres documents d'intérêt juridique	251
2. Comité exécutif du programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	
Documents d'intérêt juridique	251
3. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique — Sous Comité juridique	
Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (septième session)	
1) Projet d'accord sur la responsabilité pour les dommages causés par les objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (point 2 de l'ordre du jour)	252
2) Étude des questions relatives:	
a) A la définition de l'espace extra-atmosphérique;	
b) A l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique et des corps célestes, y compris les diverses conséquences des communications spatiales (point 3 de l'ordre du jour)	252
4. Comité spécial (1968) des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États	
Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique	
Achèvement, compte tenu des débats qui ont eu lieu à la Sixième Commission lors des dix-septième, dix-huitième, vingtième, vingt et unième et vingt-deuxième sessions de l'Assemblée générale et au Comité spécial en 1964, 1966 et 1967, de la formulation des principes suivants:	
a) Le principe que les États s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;	
b) Le principe de l'égalité des droits et de l'autodétermination	

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Pages</i>
des peuples [paragraphe 4 de la résolution 2327 (XXII) de l'Assemblée générale] (point 6 de l'ordre du jour)	252
5. Comité spécial pour la question de la définition de l'agression Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique	
Examen de la question de la définition de l'agression [résolution 2330 (XXII) de l'Assemblée générale] (point 5 de l'ordre du jour)	253
6. Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale Groupe de travail juridique	
A) Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (première session) Examen des aspects juridiques que comporte l'étude que le Comité spécial est prié de soumettre à l'Assemblée générale en vertu de la résolution 2340 (XXII) (point 3 de l'ordre du jour)	253
B) Autres documents d'intérêt juridique	253
Comité spécial Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (troisième session) Étude des moyens pratiques de favoriser la coopération internationale dans les domaines de l'exploration, de la conservation et de l'utilisation du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, et de leurs ressources	254
7. Commission du droit international	
A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingtième session)	
1) Succession d'État et de gouvernements <i>a)</i> La succession en matière de traités; <i>b)</i> La succession et les droits et obligations découlant de sources autres que les traités (point 1 de l'ordre du jour)	254
2) Relations entre les États et les organisations intergouvernementales (point 2 de l'ordre du jour)	254
B) Autres documents d'intérêt juridique	254
8. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (première session)	
Programme de travail de la Commission au titre du paragraphe 8 de la section II de la résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale, notamment en ce qui concerne:	
<i>a)</i> Le choix des sujets et l'ordre de priorité;	
<i>b)</i> L'organisation des travaux et les méthodes;	
<i>c)</i> Les relations de travail et la collaboration avec d'autres organes (point 5 de l'ordre du jour)	255

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Pages</i>
9. Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, 1968)	
Documents d'intérêt juridique	255
10. Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968)	
Documents d'intérêt juridique	256
 II. <i>Conseil économique et social et organes subsidiaires</i>	
1. Conseil économique et social et comités de session	
Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (quarante-quatrième session)	
1) Rapport de la Commission des droits de l'homme (point 13 de l'ordre du jour).	256
2) Rapport de la Commission de la condition de la femme (point 14 de l'ordre du jour)	257
3) Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (point 15 de l'ordre du jour)	257
4) Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux (point 16 de l'ordre du jour)	257
5) Organisations non gouvernementales (point 18 de l'ordre du jour)	257
2. Commission des droits de l'homme	
A) Documents se rapportant aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt-quatrième session)	
1) Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d' <i>apartheid</i> , dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants et notamment:	
a) Rapport et recommandations du Rapporteur spécial nommé conformément à la résolution 7 (XXIII) de la Commission;	
b) Examen de la situation visée dans la résolution 2 (XXIII) de la Commission: rapport du Groupe spécial d'experts;	
c) Étude des situations qui révèlent des violations constantes et systématiques des droits de l'homme, conformément à la résolution 8 (XXIII) de la Commission et à la résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social;	
d) Rapport du Groupe d'étude spécial constitué conformément à la résolution 6 (XXIII) de la Commission, portant sur:	
i) la proposition concernant des commissions régionales des droits de l'homme [résolution 6 (XXIII) de la Commission];	
ii) la question des moyens qui permettraient à la Commission d'exercer, ou qui l'aideraient à exercer, des	

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Pages</i>
fonctions en matière de violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tout en continuant à s'acquitter de ses autres fonctions [résolution 9 (XXIII) de la Commission et résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social] (point 4 de l'ordre du jour)	258
2) Question du châtiement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité (point 9 de l'ordre du jour)	258
3) Étude de la question de la jouissance des droits économiques et sociaux proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (point 11 de l'ordre du jour)	259
4) Peine capitale (point 10 de l'ordre du jour)	259
B) Autres documents d'intérêt juridique	259
3. Commission de la condition de la femme	
Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt et unième session)	
1) Droits politiques de la femme:	
a) Progrès réalisés dans le domaine des droits politiques de la femme;	
b) Condition de la femme dans les territoires sous tutelle;	
c) Rapport du Cycle d'étude sur l'éducation civique et politique de la femme (Finlande, 1967) (point 3 de l'ordre du jour)	259
2) Mesures visant à mettre en œuvre la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes [point 4 de l'ordre du jour].	260
3) Condition de la femme en droit privé: Étude des travaux de la Commission concernant le droit de la famille et suggestions pour le futur programme de travail de la Commission (point 5 de l'ordre du jour)	260
4) Mesures que l'ONU pourrait prendre pour abolir toutes les formes et pratiques d'esclavage et de traite des esclaves qui affectent la condition de la femme (point 6 de l'ordre du jour)	260
4. Commission des stupéfiants	
Documents d'intérêt juridique	260
III. <i>Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</i>	
Documents d'intérêt juridique	261
IV. <i>Secrétariat</i>	
1. Commission économique pour l'Europe	261
2. Bureau de la coopération technique	
Droits de l'homme	261

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Pages</i>
V. <i>Cour internationale de Justice</i>	
1. Généralités	262
2. Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances	262
3. Mémoires, plaidoiries et documents	262
B. — RÉPERTOIRE JURIDIQUE DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES RELIÉES À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	
I. <i>Organisation internationale du Travail</i>	
A. Organes représentatifs	
1. Recommandation internationale du travail adoptée en 1968 Recommandation concernant l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories ana- logues de travailleurs agricoles	262
2. Amendements au Règlement de la Conférence internationale du Travail Proposition d'amendements portant sur le nombre des membres adjoints du Conseil d'administration tel qu'il est déterminé à l'article 49, paragraphe 4, et à l'article 50, paragraphe 2, du Règlement de la Conférence	263
B. Organismes quasi judiciaires et commissions d'experts	
1. Rapports du Comité de la liberté syndicale institué par le Conseil d'administration	264
2. Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations	264
C. Accords avec les Nations Unies et d'autres organisations	264
II. <i>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture</i>	
A. Questions constitutionnelles	264
B. Organes créés en vertu de l'article VI de l'Acte constitutif de la FAO	265
C. Accords conclus avec des gouvernements et des organisations inter- gouvernementales	265
D. Conventions et accords conclus en vertu des articles XIV et XV de l'Acte constitutif de la FAO	265
E. Questions juridiques de fond	266
F. Périodiques	268
III. <i>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture</i>	
A. Questions constitutionnelles et questions de procédure	268
B. États membres	270
C. Relations avec d'autres organisations	270

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Pages</i>
D. Réglementation internationale: conventions et recommandations	272
E. Conférences et autres réunions	274
F. Instituts et autres organes	274
G. Droit d'auteur	275
H. Droits de l'homme	276
I. Océanographie	276
J. Divers	276
 IV. <i>Organisation de l'aviation civile internationale</i>	
1) Texte authentique trilingue de la Convention de Chicago	277
2) Proposition d'amendement à l'article 7 (Cabotage) de la Convention de Chicago	277
3) Proposition d'amendement à l'article 29 (Documents de bord des aéronefs) de la Convention de Chicago	277
4) Plainte déposée par le Nigéria aux termes des articles 54 <i>n</i> , 55 <i>e</i> et 54 <i>j</i> de la Convention de Chicago	277
5) Désaccord entre le Royaume-Uni et l'Espagne touchant l'interprétation ou l'application de l'article 9 de la Convention de Chicago en ce qui concerne la zone interdite espagnole à proximité de Gibraltar	278
6) Notifications en vertu de l'article 89 (Guerre et état de crise) de la Convention de Chicago	278
7) Commission juridique de la seizième session de l'Assemblée	278
8) Question de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929 et du Protocole portant modification de la Convention de Varsovie signé à La Haye le 28 septembre 1955	278
9) Participation des États aux conventions internationales de droit aérien	278
10) Capture illicite d'aéronefs	279
11) Classification et intégration des résolutions de l'Assemblée en vigueur	279
12) Règlement intérieur applicable aux réunions de l'OACI	279
13) Annexes à la Convention relative à l'aviation civile internationale, procédures pour les services de navigation aérienne (PANS), procédures complémentaires régionales (SUPPS)	279
 V. <i>Banque internationale pour la reconstruction et le développement</i> Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements	279
 VI. <i>Fonds monétaire international</i>	280
 VII. <i>Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime</i>	
A. Résolutions de l'Assemblée	280
B. Résolutions du Conseil	280

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Pages</i>
C. Comité juridique	281
D. Conférences et autres réunions	281
VIII. <i>Agence internationale de l'énergie atomique</i>	
1. Statut et composition de l'Agence	281
2. Textes conventionnels	282
3. Autres documents	282
CHAPITRE X. — BIBLIOGRAPHIE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES	
A. — ORGANISATIONS INTERNATIONALES EN GÉNÉRAL	
1. <i>Ouvrages généraux</i>	283
2. <i>Ouvrages concernant des questions particulières</i>	283
B. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES	
1. <i>Ouvrages généraux</i>	284
2. <i>Ouvrages concernant certains organes</i>	
Assemblée générale	285
Commissions économiques régionales	286
Conseil de sécurité	286
Cour internationale de Justice	286
Forces des Nations Unies	287
Secrétariat	288
Tribunal administratif	288
3. <i>Ouvrages concernant des questions ou activités particulières</i>	
Admission et représentation à l'ONU	288
Arbitrage commercial	289
Compétence nationale	289
Définition de l'agression	289
Désarmement	289
Développement progressif et codification du droit international (en général)	291
Droit commercial	291
Droit d'asile	292
Droit de la guerre	292
Droit de la mer	292
Droit des traités	295
Droit pénal international	298
Droits de l'homme	299

Chapitre IX

RÉPERTOIRE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — Répertoire juridique de l'Organisation des Nations Unies ^{1,2}

PRINCIPAUX TITRES

I. — ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. Assemblée plénière et grandes commissions
2. Comité exécutif du programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
3. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
4. Comité spécial (1968) des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États
5. Comité spécial pour la question de la définition de l'agression
6. Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale
7. Commission du droit international
8. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
9. Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, 1968)
10. Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968)

II. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. Conseil économique et social et comités de session
2. Commission des droits de l'homme
3. Commission de la condition de la femme
4. Commission des stupéfiants

III. — CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

IV. — SECRÉTARIAT

1. Bureau de la coopération technique
2. Commission économique pour l'Europe

V. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

¹ La documentation concernant chaque organe des Nations Unies est groupée, le cas échéant, en deux sections: « [A] Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique » et « [B] Autres documents d'intérêt juridique. » La section A) mentionne les comptes rendus analytiques et les comptes rendus sténographiques des séances au cours desquelles le point de l'ordre du jour a été discuté, ainsi que tous les documents qui ont trait à ce point. La section B) énumère les autres documents présentant un intérêt juridique. Un document concernant un organe donné des Nations Unies n'est pas énuméré dans la section B) relative à cet organe s'il figure déjà dans la section A) concernant un autre organe.

² Les abréviations ci-après ont été employées dans les renvois aux documents : point: point de l'ordre du jour; A.G.: Assemblée générale; Plén.: séance plénière; C.E.S.: Conseil économique et social.

I. — ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET ORGANES SUBSIDIAIRES

I. — ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE ET GRANDES COMMISSIONS

- A) i) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (vingt-deuxième session [24 avril-12 juin et 23 septembre 1968])
- 1) *Non-prolifération des armes nucléaires a) Rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement* (point 28 de l'ordre du jour)
- a) Document de base: Rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (A/7072-DC/230): voir A.G. (XXII), Annexes, point 28.
- b) Examen par la Première Commission:
- i) *projet de résolution* (A/C.1/L.421 et Add.1, L.421/Rev.1 et Add.1-6, L.421/Rev.2 et Add.1 et Corr.1, L.421/Rev.2 et Add.2-6) et *rapport* de la Première Commission (A/7016/Add.1): voir A.G. (XXII), Annexes, point 28.
- ii) *débats*: A.G. (XXII), Première Commission, 1556^e à 1582^e séances.
- c) Examen en séance plénière:
- i) *débat*: A.G. (XXII), Plén., 1672^e séance.
- ii) *résolution adoptée*: résolution 2373 (XXII)³ de l'Assemblée générale, en date du 12 juin 1968.
- 2) *Question du Sud-Ouest africain* (point 64 de l'ordre du jour)
- a) Document de base: Rapport du Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain (A/7088): voir A.G. (XXII), Annexes, point 64.
- b) Examen en séance plénière:
- i) *projet de résolution* (A/L.546 et Add.1, L.546/Rev.1): voir A.G. (XXII), Annexes, point 64.
- ii) *débats*: A.G. (XXII), Plén., 1644^e à 1671^e séances.
- iii) *résolution adoptée*: résolution 2372 (XXII) de l'Assemblée générale, en date du 12 juin 1968.
- A) ii) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (vingt-troisième session)
- 1) *Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux* (point 23 de l'ordre du jour)
- a) Document de base: Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/7250/Rev.1): A.G. (XXII), Annexes, additifs au point 23.
- b) Examen par la Quatrième Commission:
- i) *projets de résolution* (A/C.4/L.908 et Add.1, L.908/Rev.1, L.909 et Add.1, L.909/Rev.1, L.911 et Add.1-8, L.926, L.927 et Add.1) et *rapports* de la Quatrième Commission (A/7265 [sur la Guinée équatoriale], A/7290 et Add.1 [sur la Rhodésie du Sud], A/7419 [sur les territoires n'ayant pas été examinés séparément]: voir A.G. (XXIII), Annexes, point 23.
- ii) *débats*: A.G. (XXIII), Quatrième Commission, 1759^e à 1772^e, 1775^e à 1780^e, 1791^e à 1806^e, 1808^e, 1813^e et 1814^e séances.
- c) Examen en séance plénière:
- i) *projets de résolution* (A/L.560 et Rev.1, L.561 et Add.1, L.563).

³ Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 77.

- ii) *débats* : A.G. (XXIII), Plén., 1692^e, 1707^e, 1708^e, 1710^e, 1742^e à 1744^e, 1746^e, 1747^e, 1749^e, 1751^e et 1752^e séances.
- iii) *résolutions adoptées* : résolutions de l'Assemblée générale 2379 (XXIII), en date du 25 octobre 1968 et 2383 (XXIII), en date du 7 novembre 1968 (sur la Rhodésie du Sud), 2428 (XXIII), en date du 18 décembre 1968 (sur l'Ini et le Sahara espagnol), 2429 (XXIII), en date du 18 décembre 1968 (sur Gibraltar), 2430 (XXIII) en date du 18 décembre 1968 (sur Antigua, les Bahamas, les Bermudes, la Dominique, la Grenade, Guam, les îles Caïmanes, les îles Cocos [Keeling], les îles Gilbert-et-Ellice, les îles Salomon, les îles Samoa américaines, les îles Seychelles, les îles Tokélaou, les îles Turques et Caïques, les îles Vierges américaines, les îles Vierges britanniques, Montserrat, Nioué, les Nouvelles-Hébrides, Pitcairn, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Hélène, Sainte-Lucie et Saint-Vincent).
Voir aussi les décisions prises par l'Assemblée générale à ses 1692^e et 1747^e séances plénières tenues respectivement les 11 octobre et 18 décembre 1968.
- 2) *Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique* (point 24 de l'ordre du jour)⁴
- a) Document de base: Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique: A.G. (XXIII), point 24, document A/7285.
- b) Examen par la Première Commission:
- i) *projet de résolution* (A/C.1/L.463) et *rapport* de la Première Commission (A/7462): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 24.
- ii) *débats* : A.G. (XXIII), Première Commission, 1644^e à 1646^e séances.
- c) Examen en séance plénière:
- i) *débat* : A.G. (XXIII), Plén., 1750^e séance.
- ii) *résolutions adoptées* : résolutions de l'Assemblée générale 2453 A (XXIII) et 2453 B (XXIII)⁵, en date du 20 décembre 1968.
- 3) *Examen de la question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du lit des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, en haute mer au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle, et de l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité : rapport du Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale* (point 26 de l'ordre du jour)⁶
- a) Document de base: Rapport du Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale: A.G. (XXIII), point 26, document A/7230.
- b) Examen par la Première Commission:
- i) *projets de résolution* (A/C.1/L.425 et Add.1-7, L.425/Rev.1 et Add.1-4, L.425/Rev.2, L.426 et Add.1, L.426/Rev.1 et Add.1, L.427 et Corr.1, L.428, L.429 et Rev.1, L.429/Rev.2 et Add.1-4, L.430, L.431 et Add.1-3, L.431/Rev.1 et 2, L.432 et Rev.1 et Add.1, L.433 et Corr.1, L.434 et Rev.1, L.435, L.437 et Add.1 et 2, L.438, L.439, L.440 et Rev.1 et 2, L.441 et Add.1-5, L.442, L.465 et Rev.1-3, L.466) et *rapport* de la Première Commission (A.7477): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 26.
- ii) *débats* : A.G. (XXIII), Première Commission, 1588^e à 1605^e et 1646^e à 1649^e séances.
- c) Examen en séance plénière:
- i) *débat* : A.G. (XXIII), Plén., 1752^e séance.
- ii) *résolutions adoptées* : résolutions de l'Assemblée générale 2467 A (XXIII)⁷,

⁴ Voir aussi plus loin, section 3.

⁵ Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 78.

⁶ Voir aussi plus loin, section 6.

⁷ Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 81.

2467 B (XXIII)⁸, 2467 C (XXIII) et 2467 D (XXIII), en date du 21 décembre 1968.

- 4) *Question du désarmement général et complet : rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement* (point 27 de l'ordre du jour)
 - a) Document de base: Rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement: Commission du désarmement, Supplément pour 1967 et 1968, document DC/231.
 - b) Examen par la Première Commission:
 - i) *projets de résolution* (A/C.1/L.444 et Add.1-9, L.444/Rev.1, L.445 et Add.1, L.446, L.448 et Rev.1 et 2, L.449 et Rev.1) et *rapport* de la Première Commission (A/7441): voir A.G. (XXIII), Annexes, points 27, 28, 29, 94 et 96.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Première Commission, 1606^e à 1617^e, 1623^e à 1635^e, 1640^e et 1643^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1756^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolutions 2454 A (XXIII) et 2454 B (XXIII), en date du 20 décembre 1968.
- 5) *Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermo-nucléaires : rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement* (point 28 de l'ordre du jour)
 - a) Document de base: Rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement: Commission du désarmement, Supplément pour 1967 et 1968, document DC/231.
 - b) Examen par la Première Commission:
 - i) *projet de résolution* (A/C.1/L.447 et Add.1-5) et *rapport* de la Première Commission (A/7442): voir A.G. (XXIII), Annexes, points 27, 28, 29, 94 et 96.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Première Commission, 1606^e à 1617^e et 1623^e à 1635^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1750^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 2455 (XXIII)⁹ de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1968.
- 6) *Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine* (point 31 de l'ordre du jour)
 - a) Document de base: Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine: A.G. (XXIII), point 31, document A/7254.
 - b) Examen par la Commission politique spéciale:
 - i) *projets de résolution* (A/SPC/L.160 et Add.1 et 2, L.160/Rev.1 et Corr.1 et Add.1, L.162, L.163, L.164) et *rapport* de la Commission politique spéciale (A/7348): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 31.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Commission politique spéciale, 598^e à 611^e et 613^e à 615^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1731^e séance.
 - ii) *résolutions adoptées*: résolutions de l'Assemblée générale 2396 (XXIII)¹⁰ et 2397 (XXIII), en date du 2 décembre 1968.

⁸ *Ibid.*, p. 82.

⁹ *Ibid.*, p. 84.

¹⁰ *Ibid.*, p. 85.

- 7) *Ressources de la mer: rapport du Secrétaire général* (point 41 de l'ordre du jour)
- a) Documents de base: Notes du Secrétaire général (A/7245, A/7264 et A/C.2/244): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 41.
 - b) Examen par la Deuxième Commission:
 - i) *projets de résolution* (A/C.2/L.1034 et Rev.1, L.1035 et Rev.1) et *rapport* de la Deuxième Commission (A/7394): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 41.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Deuxième Commission, 1192^e, 1193^e, 1224^e, 1226^e à 1229^e, 1231^e et 1244^e à 1246^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1745^e séance.
 - ii) *résolutions adoptées*: résolutions de l'Assemblée générale 2413 (XXIII) et 2414 (XXIII), en date du 17 décembre 1968.
- 8) *Projet de déclaration sur le développement social* (point 50 de l'ordre du jour)
- a) Document de base: Note du Secrétaire général (A/7161) [contenant dans l'annexe I le projet de déclaration préparé par la Commission du développement social et dans l'annexe II les amendements soumis par des membres du Conseil économique et social à la quarante-quatrième session du Conseil].
 - b) Examen par la Troisième Commission:
 - i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1575 et Rev.1 et 2, L.1576, L.1577 et Rev.1, L.1578 à L.1581, L.1582 et Rev.1, L.1583, L.1584 et Corr.1-7, L.1586 et Rev.1-3, L.1587 à L.1592, L.1594 et Rev.1, L.1596 à L.1602, L.1603 et Rev.1, L.1604, L.1606 à L.1612, L.1614 à L.1617) et *rapport* de la Troisième Commission (A/7374): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 50.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Troisième Commission, 1574^e à 1605^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1735^e séance.
 - ii) *décision prise*: décision de l'Assemblée générale à sa 1735^e séance plénière, le 6 décembre 1968.
- 9) *Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés* (point 51 de l'ordre du jour)¹¹
- a) Document de base: Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés: A.G. (XXIII), Supplément n° 11 (A/7211 et Corr.2) [Chapitre II: Protection internationale) et 11 A (A/7211/Add.1) (Chapitre III: Protection internationale).
 - b) Examen par la Troisième Commission:
 - i) *projet de résolution* (A/C.3/L.1622 et Rev.1) et *rapport* de la Troisième Commission (A/7369): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 51.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Troisième Commission, 1611^e à 1613^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1735^e séance
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 2399 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 6 décembre 1968.
- 10) *Question du châtimeut des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité: rapport du Secrétaire général* (point 55 de l'ordre du jour)¹²
- a) Document de base: Rapport du Secrétaire général (A/7174 et Add.1-3) [contenant en annexe le texte du projet de convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, adopté à la vingt-deuxième session par le Groupe de travail mixte des Troisième et Sixième Commissions].

¹¹ Voir aussi plus loin, section 2.

¹² Voir aussi plus loin, section II 2 A) 2).

- b) Examen par la Troisième Commission :
- i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1560 à L.1563, L.1564 et Rev.1, L.1565 et Rev.1, L.1566 et Rev.1, L.1567, L.1569, L.1570 et Rev.1 et 2, L.1618) et *rapport* de la Troisième Commission (A/7342): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 55.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Troisième Commission, 1562^e à 1574^e et 1604^e à 1606^e séances.
- c) Examen en séance plénière :
- i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1727^e séance.
 - ii) *résolutions adoptées*: résolutions de l'Assemblée générale 2391 (XXIII)¹³ et 2392 (XXIII), en date du 26 novembre 1968.
- 11) *Élimination de toutes les formes de discrimination raciale* a) *Application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* b) *État de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale: rapport du Secrétaire général* c) *Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale: rapport du Secrétaire général* (point 57 de l'ordre du jour)
- a) Documents de base: Note du Secrétaire général (A/7163): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 57 — Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (A/7163/Add.1, Add.1/Corr.1, Add.2 et 3).
- b) Examen par la Troisième Commission :
- i) *projets de résolution* [résolution 1335 (XLIV) du Conseil économique et social et A/C.3/L.1646] et *rapport* de la Troisième Commission (A/7435): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 57.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Troisième Commission, 1644^e et 1645^e séances.
- c) Examen en séance plénière :
- i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1748^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 2438 (XXIII) de l'Assemblée générale¹⁴, en date du 18 décembre 1968.
- 12) *Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants: rapport du Secrétaire général* (point 58 de l'ordre du jour)¹⁵
- a) Document de base: Note du Secrétaire général (A/7155): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 58.
- b) Examen par la Troisième Commission :
- i) *projets de résolution* [résolutions 1332 (XLIV) et 1333 (XLIV) du Conseil économique et social] et *rapport* de la Troisième Commission (A/7447): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 58.
 - ii) *débat*: A.G. (XXIII), Troisième Commission, 1645^e séance.
- c) Examen en séance plénière :
- i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1748^e séance.
 - ii) *résolutions adoptées*: résolutions 2439 (XXIII) et 2440 (XXIII) de l'Assemblée, générale, en date du 19 décembre 1968.
- 13) *Peine capitale* (point 59 de l'ordre du jour)¹⁶
- a) Document de base: Note du Secrétaire général (A/7243): voir A.G. (XXIII), Annexes,

¹³ Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 88.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Voir aussi plus loin sections II 1 1) et 2 A) 1) et B.

¹⁶ Voir aussi plus loin section I 2 A) 4).

- point 59 — Projet de résolution soumis par le Conseil économique et social en annexe à sa résolution 1337 (XLIV) du 31 mai 1968.
- b) Examen par la Troisième Commission:
- i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1554 et Rev.1, L.1555, L.1556 et Rev.1 et 2, L.1557 et Rev.1 et 2, L.1558) et *rapport* de la Troisième Commission (A/7303): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 59.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Troisième Commission, 1557^e à 1562^e séances.
- c) Examen en séance plénière:
- i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1727^e séance.
 - ii) *résolutions adoptées*: résolutions 2393 (XXIII)¹⁷ et 2394 (XXIII), en date du 26 novembre 1968.
- 14) *Année internationale des droits de l'homme* a) *Mesures et activités entreprises à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme: rapport du Secrétaire général* b) *Conférence internationale des droits de l'homme* (point 62 de l'ordre du jour)¹⁸
- a) Documents de base: Note du Secrétaire général (A/7194) — Mesures et activités entreprises à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme: rapport du Secrétaire général (A/7195 et Add.1-9).
- b) Examen par la Troisième Commission:
- i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1623 et Add.1, L.1623/Rev.1 et Rev.1/Add.1, L.1626 et Add.1, L.1633 et Add.1, L.1633/Rev.1 et Rev.1/Add.1, L.1635 et Rev.1, et 2) et *rapport* de la Troisième Commission (A/7433): voir A.G. (XXIII), Annexes point 62.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Troisième Commission, 1620^e à 1642^e séances.
- c) Examen en séance plénière:
- i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1748^e séance.
 - ii) *résolutions adoptées*: résolutions de l'Assemblée générale 2441 (XXIII), 2442 (XXIII), 2444 (XXIII)¹⁹, 2445 (XXIII), 2446 (XXIII), 2447 (XXIII), 2448 (XXIII), 2449 (XXIII)²⁰ et 2450 (XXIII), en date du 19 décembre 1968.
- 15) *Question de Namibie* a) *Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux* b) *Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie* c) *Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie* (point 64 de l'ordre du jour)
- a) Documents de base: Rapport du Secrétaire général (A/7171 et Add.1-6): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 64 — Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie: A.G. (XXIII), point 64, document A/7338 et Corr.1.
- b) Examen en séance plénière:
- i) *projets de résolution* (A/L.556 et Add.1, L.557).
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Plén., 1725^e, 1726^e, 1728^e à 1731^e, 1734^e, 1737^e à 1739^e et 1742^e séances.
 - iii) *résolutions adoptées*: résolutions de l'Assemblée générale 2403 (XXIII) et 2404 (XXIII), en date du 16 décembre 1968.
- Voir aussi* la décision prise par l'Assemblée générale à sa 1742^e séance plénière, le 16 décembre 1968.
- 16) *Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, en Namibie, et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les*

¹⁷ Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 90.

¹⁸ Voir aussi plus loin, section 9.

¹⁹ Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 91.

²⁰ *Ibid.*, p. 92.

autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale dans le sud de l'Afrique: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 68 de l'ordre du jour)

- a) Document de base: Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/7320 et Add.1): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 68.
 - b) Examen par la Quatrième Commission:
 - i) *projet de résolution* (A/C.4/L.916 et Add.1-3) et *rapport* de la Quatrième Commission (A/7423): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 68.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Quatrième Commission, 1791^e à 1802^e, 1805^e à 1808^e, 1812^e et 1814^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1747^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 2425 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1968.
- 17) *Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies* a) *Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux* b) *Rapport du Secrétaire général* (point 69 de l'ordre du jour)
- a) Documents de base: Rapport du Secrétaire général (A/7301) — Note du Secrétaire général transmettant une communication du représentant de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (A/7466) — Lettre adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Directeur général du Bureau international du Travail (A/C.4/714) — Lettre adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (A/C.4/716): voir A.G. (XXIII), Annexes, points 69 et 12 — Note du Secrétariat (A/C.4/718) [transmettant des renseignements envoyés par le HCR, l'OMM et l'OMCI].
 - b) Examen par la Quatrième Commission:
 - i) *projets de résolution* (A/C.4/L.917 et Add.1 et 2 et A/C.4/L.921) et *rapport* de la Quatrième Commission (A/7424): voir A.G. (XXIII), Annexes, points 69 et 12.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Quatrième Commission, 1791^e à 1802^e, 1805^e à 1809^e, 1812^e et 1814^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1747^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 2426 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1968.
- 18) *Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingtième session* (point 84 de l'ordre du jour)²¹
- a) Document de base: Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingtième session: A.G. (XXIII), Supplément n° 9 (A/7209/Rev.1).
 - b) Examen par la Sixième Commission:
 - i) *projets de résolution* (A/C.6/L.649 et Add.1, L.650, L.651 et Rev.1) et *rapport* de la Sixième Commission (A/7370)²²: voir A.G. (XXIII), Annexes, point 84.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Sixième Commission, 1029^e à 1039^e séances.

²¹ Voir aussi plus loin, section 7.

²² Reproduit dans le présent *Annuaire*, p. 94.

- c) Examen en séance plénière:
- i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1738^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 2400 (XXIII)²³ de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1968.
- 19) *Projet de convention sur les missions spéciales* (point 85 de l'ordre du jour)
- a) Documents de base: Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa dix-neuvième session: A.G. (XXIII), Supplément n° 9 (A/6709/Rev.1 et Rev.1/Corr.1) — Observations reçues de gouvernements d'États Membres: rapport du Secrétaire général (A/7156 et Add.1 et 2): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 85.
 - b) Examen par la Sixième Commission:
 - i) *projets de résolution* (A/C.6/L.652, L.653, L.654 et Add.1, L.655 à L.661, L.662 et Add.1, L.663, L.664 et Rev.1, L.665 à L.670, L.671 et Rev.1, L.672 et Rev.1, L.674 à L.695, L.696 et Rev.1, L.697, L.698 et Corr.1, L.699 à L.706, L.707 et Rev.1, L.708 à L.727, L.729 à L.731, L.735 et Add.1, L.736 et Rev.1), *textes adoptés par le Comité de rédaction* (A/C.6/L.728 et Add.1-4) et *rapport* de la Sixième Commission (A/7375): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 85.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Sixième Commission, 1039^e à 1059^e, 1061^e à 1072^e et 1087^e à 1090^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1746^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 2419 (XXIII) de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1968.
- 20) *Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression* (point 86 de l'ordre du jour)²⁴
- a) Document de base: Rapport du Comité spécial: A.G. (XXIII), point 86, document A/7185/Rev.1 et Corr.1.
 - b) Examen par la Sixième Commission:
 - i) *projet de résolution* (A/C.6/L.733 et Rev.1 et Add.1-3) et *rapport* de la Sixième Commission (A/7402): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 86.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Sixième Commission, 1028^e, 1073^e à 1082^e et 1096^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1746^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 2420 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1968.
- 21) *Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies: rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États* (point 87 de l'ordre du jour)²⁵
- a) Document de base: Rapport du Comité spécial (1968) des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États: A.G. (XXIII), point 87, document A/7326.
 - b) Examen par la Sixième Commission:
 - i) *projet de résolution* (A/C.6/L.740 et Add.1) et *rapport* de la Sixième Commission (A/7429)²⁶: voir A.G. (XXIII), Annexes, point 87.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Sixième Commission, 1086^e, 1090^e à 1096^e et 1099^e séances.

²³ *Ibid.*, p. 114.

²⁴ Voir aussi plus loin, section 5.

²⁵ Voir aussi plus loin, section 4.

²⁶ Reproduit dans le présent *Annuaire*, p. 122.

- c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1751^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 2463 (XXIII)²⁷ de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1968.
- 22) *Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa première session* (point 88 de l'ordre du jour)²⁸
- a) Document de base: Rapport de la Commission sur les travaux de sa première session: A.G. (XXIII), Supplément n° 16 (A/7216).
 - b) Examen par la Sixième Commission:
 - i) *projet de résolution* (A/C.6/L.738, L.738/Rev.1 et Add.1-3) et *rapport* de la Sixième Commission (A/7408)²⁹; voir A.G. (XXIII), Annexes, point 88.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Sixième Commission, 1082^e à 1085^e, 1096^e et 1097^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1746^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 2421 (XXIII)³⁰ de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1968.
- 23) *Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international: rapport du Secrétaire général* (point 89 de l'ordre du jour)³¹
- a) Document de base: Rapport du Secrétaire général (A/7305): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 89.
 - b) Examen par la Sixième Commission:
 - i) *projet de résolution* (A/C.6/L.739 et Add.1 et 2) et *rapport* de la Sixième Commission (A/7346): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 89.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Sixième Commission, 1097^e et 1098^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1751^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 2464 (XXIII) de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1968.
- 24) *Conférence d'États non dotés d'armes nucléaires: Document final de la Conférence* (point 96 de l'ordre du jour)
- a) Document de base: Document final de la Conférence d'États non dotés d'armes nucléaires: A.G. (XXIII), point 96, document A/7277 et Corr.1 et 2.
 - b) Examen par la Première Commission:
 - i) *projets de résolution* (A/C.1/L.450, L.451, L.452, L.458 et Add.1, L.459 et Add.1 et Rev.1/Add.1, L.460 et Add.1, L.462 et Add.1 et 2) et *rapport* de la Première Commission (A/7445): voir A.G. (XXIII), Annexes, points 27, 28, 29, 94 et 96.
 - ii) *débats*: A.G. (XXIII), Première Commission, 1606^e à 1617^e, 1623^e à 1635^e, 1640^e et 1643^e séances.
 - c) Examen en séance plénière:
 - i) *débat*: A.G. (XXIII), Plén., 1750^e séance.
 - ii) *résolutions adoptées*: résolutions de l'Assemblée générale 2456 A (XXIII), 2456 B (XXIII)³², 2456 C (XXIII) et 2456 D (XXIII), en date du 20 décembre 1968.

²⁷ *Ibid.*, p. 141.

²⁸ Voir aussi plus loin, section 8.

²⁹ Reproduit dans le présent *Annuaire*, p. 142.

³⁰ *Ibid.*, p. 149.

³¹ Voir aussi plus loin, section B.

³² *Ibid.*, p. 151.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Article 19 de la Charte

Note verbale datée du 26 juillet 1968, adressée au représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques par le Secrétaire général (A/7146) [contenant en annexe un avis du Conseiller juridique]³³.

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Rapport du Commissaire général de l'UNRWA: A.G. (XXIII), Supplément n° 13 (A/7213) [annexe II: aspects juridiques des travaux de l'Office].

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Rapport du Conseil du commerce et du développement: A.G. (XXIII), Supplément n° 14 (A/7214) [chapitre VII: développement progressif du droit commercial international].

Exposé du Conseiller juridique, présenté comme suite à une demande formulée lors de la 1236^e séance de la Deuxième Commission (A/C.2/L.1030)³⁴.

Droits politiques de la femme

Rapport du Secrétaire général (A/7197).

Cour internationale de Justice

Rapport de la Cour: A.G. (XXIII), Supplément n° 17 (A/7217).

Tribunal administratif

Note du Secrétaire général (A/INF/130) [transmet la note que le Tribunal administratif adresse chaque année au Président de l'Assemblée générale au sujet des travaux du Tribunal].

Nominations aux postes devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale. Tribunal administratif des Nations Unies. Note du Secrétaire général (A/7154): voir A.G. (XXIII), Annexes, point 76. Rapport de la Cinquième Commission (A/7314): *ibid*.

Voir aussi la résolution 2471 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1968.

Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international: rapport du Secrétaire général

Additif (A/7293) au registre d'experts et de spécialistes du droit international (A/6677 et Rev.1).

2. — COMITÉ EXÉCUTIF DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS³⁵

Documents d'intérêt juridique

Note sur la protection internationale. Présentée par le Haut Commissaire (A/AC.96/377).

Rapport sur la dix-huitième session du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire (A/AC.96/386).

Note sur la protection internationale. Présentée par le Haut Commissaire (A/AC.96/398).

³³ *Ibid.*, p.199.

³⁴ *Ibid.*, p. 210.

³⁵ Voir aussi plus haut, section I A) ii) 9).

3. — COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE
SOUS-COMITÉ JURIDIQUE ³⁶

Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (septième session)

- 1) *Projet d'accord sur la responsabilité pour les dommages causés par les objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique* (point 2 de l'ordre du jour)
 - a) Documents de base: Projet de convention révisé présenté par la Belgique (A/AC.105/C.2/L.7/Rev.3); projet de convention présenté par les États-Unis (A/AC.105/C.2/L.19/Rev.1); projet de convention présenté par la Hongrie (A/AC.105/C.2/L.10/Rev.1 et Corr. 1).
 - b) Examen par le Sous-Comité:
 - i) *projets de convention* présentés par l'Inde (A/AC.105/C.2/L.32 et Add.1, L.32/Rev.1 et Corr.1) et l'Italie (A/AC.105/C.2/L.40 et Corr.1 et 2), *propositions* (A/AC.105/C.2/L.34, L.36 et Rev.1 et 2, L.37 et Rev.1, L.38, L.39, L.41 et Add.1 et Corr.1-3, L.42, L.43, L.44, L.47, L.48, L.51) et *rapport* du Sous-Comité au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/AC.105/45): voir A.G. (XXIII), point 24, document A/7285, annexe III.
 - ii) *débats*: A/AC.105/SR.90 à 106 et 108.
- 2) *Étude des questions relatives*:
 - A) *A la définition de l'espace extra-atmosphérique*;
 - B) *A l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique et des corps célestes, y compris les diverses conséquences des communications spatiales* (point 3 de l'ordre du jour)
 - a) Documents de base: Conclusions auxquelles est parvenu le Sous-Comité technique au cours de sa cinquième session: voir A.G. (XXII), Annexes, point 32, document A/6804 et Add.1.
 - b) Examen par le Sous-Comité:
 - i) *propositions* (A/AC.105/C.2/L.45, L.46, L.49, L.50 et Rev.1) et *rapport* du Sous-Comité au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/AC.105/45): voir A.G. (XXIII), point 24, document A/7285, annexe III.
 - ii) *débats*: A/AC.105/SR.102 à 104 et 107.

4. — COMITÉ SPÉCIAL (1968) DES PRINCIPES DU DROIT INTERNATIONAL TOUCHANT
LES RELATIONS AMICALES ET LA COOPÉRATION ENTRE LES ÉTATS ³⁷

Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique

Achèvement, compte tenu des débats qui ont eu lieu à la Sixième Commission lors des dix-septième, dix-huitième, vingtième, vingt et unième et vingt-deuxième sessions de l'Assemblée générale et au Comité spécial en 1964, 1966 et 1967, de la formulation des principes suivants:

- A) *Le principe que les États s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;*
- B) *Le principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples [paragraphe 4 de la résolution 2327 (XXII) de l'Assemblée générale]* (point 6 de l'ordre du jour)
 - a) Document de base: Résolution 2327 (XXII) de l'Assemblée générale.
 - b) Examen par le Comité spécial:
 - i) *projets de résolution* (A/AC.125/L.16, partie I, L.22, L.44, partie I, L.48, L.49 et Rev.1, L.51) et *rapport* du Comité de rédaction (A/AC.125/L.65) sur le principe

³⁶ Voir aussi plus haut, section 1 A) ii) 2).

³⁷ Voir aussi plus haut section 1 A) ii) 21).

que les États s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies, *projets de résolution* (A/AC.125/L.16, partie VI, L.31 et Add.1-3, L.32, L.34, L.44, partie VI, L.48, L.50), *rapport* du Comité de rédaction (A/AC.125/L.66) sur le principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples et *rapport* du Comité spécial: A.G. (XXIII), point 87, document A/7326.

ii) *débats*: A/AC.125/SR.84 à 89, 91 à 93 et 96.

5. — COMITÉ SPÉCIAL POUR LA QUESTION DE LA DÉFINITION DE L'AGRESSION ³⁸

Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (session de 1968)

Examen de la question de la définition de l'agression [résolution 2330 (XXII) de l'Assemblée générale] (point 5 de l'ordre du jour)

- a) Document de base: Historique de la question de la définition de l'agression dans le cadre des Nations Unies. Mémoire préparé par le Secrétariat (A/AC.134/1 et Add.1).
- b) Examen par le Comité spécial:
 - i) *projets de résolution* (A/AC.134/L.3 et Corr.1 et 2 [français seulement] et Add.1, L.4, L.4/Rev.1 et Corr.1 [espagnol seulement] et Add.1, L.6 et Add.1 et 2, L.7, L.8) et *rapport* du Comité spécial; A.G. (XXIII), point 86, document A/7185/Rev.1.
 - ii) *débats*: A/AC.134/SR.4 à 20, 22 et 24.

6. — COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ÉTUDIER LES UTILISATIONS PACIFIQUES DU LIT DES MERS ET DES OCÉANS AU-DELÀ DES LIMITES DE LA JURIDICTION NATIONALE ³⁹

Groupe de travail juridique

A) *Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (première session)

Examen des aspects juridiques que comporte l'étude que le Comité spécial est prié de soumettre à l'Assemblée générale en vertu de la résolution 2340 (XXII) (point 3 de l'ordre du jour)

- a) Documents de base: Aspects juridiques de la question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du lit des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, en haute mer au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle, et de l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité (A/AC.135/19 et Add.1 et 2).
- b) Examen par le Groupe de travail:
 - i) *programme de travail* adopté par le Groupe de travail (A/AC.135/WG.1/R.4) et *rapport* du Groupe de travail au Comité spécial: voir A.G. (XXIII), document A/7230, annexe II.
 - ii) *débats*: A/AC.135/WG.1/SR.1 à 3 et 6 à 14.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Études des accords internationaux en vigueur relatifs au lit des mers et des océans et à leur sous-sol, en haute mer au-delà des limites de la juridiction nationale (A/AC.135/10 et Rev.1)

Étude des législations nationales relatives au lit et au sous-sol des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (A/AC.135/11 et Add.1)

³⁸ Voir aussi plus haut, section 1 A) ii) 20).

³⁹ Voir aussi plus haut, section 1 A) ii) 3).

Comité spécial

Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (troisième session)

Étude des moyens pratiques de favoriser la coopération internationale dans les domaines de l'exploration, de la conservation et de l'utilisation du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, et de leurs ressources

- a) Document de base: Note du Secrétaire général contenant les vues des États Membres (A/AC.135/1 et Corr.1 [anglais seulement] et Add.1-10).
- b) Examen par le Comité spécial:
 - i) *projets de résolution* (A/AC.135/20, 21, 24, 25, 26, 27, 29 et Rev.1, 31 et 36) et *rapport* du Comité spécial: A.G. (XXIII), document A/7230, section III.
 - ii) *débats*: A/AC.135/SR.20 et 21.

7. — COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL ⁴⁰

A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (vingtième session)

1) *Succession d'États et de gouvernements* a) *La succession en matière de traités*; b) *La succession et les droits et obligations découlant de sources autres que les traités* (point 1 de l'ordre du jour)

- a) Documents de base: Premier rapport sur la succession d'États et les droits et obligations découlant de sources autres que les traités par M. Mohammed Bedjaoui, rapporteur spécial (A/CN.4/204) — Premier rapport sur la succession d'États et de gouvernements en matière de traités par sir Humphrey Waldock, rapporteur spécial (A/CN.4/202) — Cinq études préparées par le Secrétariat sur la succession d'États aux traités multilatéraux (A/CN.4/200 et Corr.1 et Add.1 et 2).
- b) Examen par la Commission:
 - i) *rapport* de la Commission: A.G. (XXIII), Supplément n° 9 (A/7209/Rev.1), chapitre III.
 - ii) *débats*: Commission du droit international, 960^e à 968^e séances.

2) *Relations entre les États et les organisations intergouvernementales* (point 2 de l'ordre du jour)

- a) Document de base: Troisième rapport sur les relations entre les États et les organisations intergouvernementales par M. Abdullah El-Erian, rapporteur spécial (A/CN.4/203 et Add.1-5).
- b) Examen par la Commission:
 - i) *rapport* de la Commission: A.G. (XXIII), Supplément n° 9 (A/7209/Rev.2), chapitre II.
 - ii) *débats*: Commission du droit international, 943^e à 956^e, 958^e à 960^e, 968^e à 975^e et 980^e à 986^e séances.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Ouvrages généraux

Annuaire de la Commission du droit international, 1967, vol. I: Comptes rendus de la dix-neuvième session (A/CN.4/SER.A/1967 — N° de vente: F.68.V.1).

La phase finale de l'œuvre de codification du droit international. Mémoire par M. Roberto Ago (A/CN.4/205/Rev.1).

⁴⁰ Voir aussi plus haut, section 1 A) ii) 18). Pour plus de détails voir *Annuaire de la Commission du droit international, 1968* (publication des Nations Unies, n° de vente: F.69.V.3 et F.69.V.4).

8. — COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL ⁴¹

Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (première session)
Programme de travail de la Commission au titre du paragraphe 8 de la section II de la résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale, notamment en ce qui concerne :

- A) *Le choix des sujets et l'ordre de priorité;*
- B) *L'organisation des travaux et les méthodes;*
- C) *Les relations de travail et la collaboration avec d'autres organes (point 5 de l'ordre du jour)*
 - a) Documents de base: Observations communiquées par divers États membres, organes et organisations au sujet du programme de travail de la Commission (A/CN.9/4 et Corr.1 et Add.1 et 2) — Activités des organisations qui s'intéressent à l'harmonisation et à l'unification du droit commercial international (A/CN.9/5) — Organisation des travaux et méthodes de travail (A/CN.9/6 et Corr.1) — Relations de travail et collaboration avec d'autres organes et organisations qui s'intéressent au droit commercial international (A/CN.9/7).
 - b) Examen par la Commission:
 - i) *documents de travail* (A/CN.9/L.1 et Rev.1, L.2, L.3 et Corr.1), *projet de résolution* (A/CN.9/L.4), *projet de recommandation* (A/CN.9/L.5), *décisions* (A/CN.9/9) et *rapport* de la Commission: A.G. (XXIII), point 88, document A/7216.
 - ii) *débats*: A/CN.9/SR.2 à 23.

9. — CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME
(TÉHÉRAN, 1968) ⁴²

Documents d'intérêt juridique

Droits de l'homme: Recueil d'instruments internationaux des Nations Unies (A/CONF.32/4).

Mesures prises aux Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme (A/CONF.32/5 et Add.1).

Méthodes employées par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme (A/CONF.32/6 et Add.1).

État des accords multilatéraux conclus sous les auspices des Nations Unies et des institutions spécialisées dans le domaine des droits de l'homme (A/CONF.32/7 et Add.1 et 2).

Rapport présenté par l'Organisation mondiale de la santé (A/CONF.32/8).

Rapport présenté par l'Organisation internationale du Travail (A/CONF.32/9).

Rapport présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (A/CONF.32/10).

Rapport présenté par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/CONF.32/12 et Rev.1 [anglais seulement]).

Rapport présenté par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (A/CONF.32/13 et Corr.1 [anglais seulement]).

Acceptation des traités relatifs aux droits de l'homme — Document préparé par l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies (A/CONF.32/15).

Rapport présenté par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (A/CONF.32/16).

Note présentée par le Commissaire général de l'UNRWA (A/CONF.32/22).

Acte final de la Conférence internationale des droits de l'homme (A/CONF.32/41 — N° de vente: F.68.XIV.2).

⁴¹ Voir aussi plus haut section I A) ii) 22).

⁴² Voir aussi plus haut, section I 1 A) ii) 14).

10. — CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DES TRAITÉS
(VIENNE, 1968)

Documents d'intérêt juridique

Méthodes de travail de la Conférence et procédures à suivre pour la première session. Memorandum du Secrétaire général (A/CONF.39/3).

Bibliographie d'ouvrages choisis sur le droit des traités préparée par le Secrétariat (A/CONF.39/4).

Compilation analytique des commentaires et observations présentées en 1966 et 1967 au sujet du texte définitif du projet d'articles sur le droit des traités: document de travail établi par le Secrétariat [A/CONF.39/5 (vol. I) et A/CONF.39/5 (vol. II)].

Observations et amendements concernant le texte définitif du projet d'articles sur le droit des traités communiqués en 1968 avant la Conférence, conformément à la résolution 2287 (XXII) de l'Assemblée générale (A/CONF.39/6 et Add.1 et 2).

Exposés écrits présentés par des institutions spécialisées et des organismes intergouvernementaux invités à envoyer des observateurs à la Conférence (A/CONF.39/7 et Add.1 et Add.1/Corr.1 [anglais, français et espagnol seulement]).

Documents officiels: Comptes rendus analytiques des séances plénières et des séances de la Commission plénière (première session) [A/CONF.39/11 — N° de vente: F.68.V.7].

II. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET COMITÉS DE SESSION

Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (quarante-quatrième session)

- 1) *Rapport de la Commission des droits de l'homme* (point 13 de l'ordre du jour)⁴⁸
 - a) Document de base: Rapport de la Commission: C.E.S. (XLIV), Supplément n° 4 (E/4475).
 - b) Examen par le Comité social:
 - i) *projets de résolution* (E/AC.7/L.547 à L.551) et *rapport* du Comité social (E/4335 et Add.1): voir C.E.S. (XLIV), Annexes, point 13.
 - ii) *débats*: E/AC.7/SR.601 à 606.
 - c) Examen par le Conseil:
 - i) *débat*: C.E.S. (XLIV), 1530^e séance.
 - ii) *résolutions adoptées*: résolutions du Conseil économique et social 1330 (XLIV) [sur la question de l'esclavage], 1331 (XLIV) [sur les mesures que l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre pour abolir toutes les formes et pratiques d'esclavage], 1332 (XLIV) [sur les mesures visant à combattre avec efficacité la discrimination raciale,] 1333 (XLIV) [sur le rapport du Groupe spécial d'experts chargé d'étudier le traitement des prisonniers politiques en République sud-africaine], 1334 (XLIV) [sur la composition de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités], 1335 (XLIV) [sur les mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale], 1336 (XLIV) [sur la question des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite des hostilités au Moyen-Orient], 1337 (XLIV) [sur la peine capitale], et 1329 (XLIV) [sur l'ensemble du point], toutes en date du 31 mai 1968.

⁴⁸ Voir aussi plus haut, section I 1 A) ii) 12) et plus loin, section 2.

- 2) *Rapport de la Commission de la condition de la femme* (point 14 de l'ordre du jour)⁴⁴
- a) Document de base: Rapport de la Commission: C.E.S. (XLIV), Supplément n° 6 (E/4472).
 - b) Examen par le Comité social:
 - i) *projets de résolution* (E/AC.7/L.541 et L.542) et *rapport* du Comité social (E/4527): voir C.E.S. (XLIV), Annexes, point 14.
 - ii) *débats*: E/AC.7/SR.598 à 602.
 - c) Examen par le Conseil:
 - i) *débat*: C.E.S. (XLIV), 1530^e séance.
 - ii) *résolutions adoptées*: résolutions du Conseil économique et social 1324 (XLIV) [sur les droits politiques de la femme], 1325 (XLIV) [sur la mise en œuvre de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes] et 1323 (XLIV) [sur l'ensemble du point], toutes en date du 31 mai 1968.
- 3) *Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme* (point 15 de l'ordre du jour)
- a) Document de base: Rapport du Secrétaire général (E/4474): voir C.E.S. (XLIV), Annexes, point 15.
 - b) Examen par le Comité social:
 - i) *projet de résolution* (E/AC.7/L.542) et *rapport* du Comité social (E/4536): voir C.E.S. (XLIV), Annexes, point 15.
 - ii) *débat*: E/AC.7/SR.606.
 - c) Examen par le Conseil:
 - i) *débat*: C.E.S. (XLIV), 1530^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 1338 (XLIV) du Conseil économique et social en date du 31 mai 1968.
- 4) *Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux* (point 16 de l'ordre du jour)
- a) Document de base: Rapport du Groupe spécial d'experts créé conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme (E/4459): voir C.E.S. (XLIV), Annexes, point 16.
 - b) Examen par le Conseil:
 - i) *projet de résolution* (E/L.1206 et Corr.1 et 2 et Add.1).
 - ii) *débats*: C.E.S. (XLIV), 1520^e, 1522^e, 1525^e et 1526^e séances.
 - iii) *résolution adoptée*: résolution 1302 (XLIV) du Conseil économique et social en date du 28 mai 1968.
- 5) *Organisations non gouvernementales* (point 18 de l'ordre du jour)
- a) Document de base: Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/4485): voir C.E.S. (XLIV), Annexes, point 18 (contenant, en annexe, le texte d'un projet de résolution recommandé par le Comité au Conseil).
 - b) Examen par le Conseil:
 - i) *débats*: C.E.S. (XLIV), 1517^e à 1520^e séances.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social en date du 23 mai 1968.
Voir également la décision prise par le Conseil à sa 1520^e séance, le 23 mai 1968.

⁴⁴ Voir aussi plus haut, section 3.

2. — COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME ⁴⁵

- A) *Documents se rapportant aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt-quatrième session)*
- 1) *Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants et notamment :*
 - a) *Rapport et recommandations du Rapporteur spécial nommé conformément à la résolution 7 (XXIII) de la Commission;*
 - b) *Examen de la situation visée dans la résolution 2 (XXIII) de la Commission: rapport du Groupe spécial d'experts;*
 - c) *Étude des situations qui révèlent des violations constantes et systématiques des droits de l'homme, conformément à la résolution 8 (XXIII) de la Commission et à la résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social;*
 - d) *Rapport du Groupe d'étude spécial constitué conformément à la résolution 6 (XXIII) de la Commission, portant sur :*
 - i) *la proposition concernant des commissions régionales des droits de l'homme [résolution 6 (XXIII)] de la Commission;*
 - ii) *la question des moyens qui permettraient à la Commission d'exercer, ou qui l'aideraient à exercer, des fonctions en matière de violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tout en continuant à s'acquitter de ses autres fonctions [résolution 9 (XXIII) de la Commission et résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social] (point 4 de l'ordre du jour) ⁴⁶*
 - a) *Documents de base: Rapport du Rapporteur spécial nommé conformément à la résolution 7 (XXIII) de la Commission (E/CN.4/949 et Corr.1 et Add.1 et Add.1/Corr.1 et Add.2-5) — Rapport du Groupe spécial d'experts établi par la résolution 2 (XXIII) de la Commission (E/CN.4/950) — Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/CN.4/947, par. 95) — Rapport du Groupe d'étude spécial constitué conformément à la résolution 6 (XXIII) de la Commission (E/CN.4/966 et Add.1).*
 - b) *Examen par la Commission :*
 - i) *projets de résolution (E/CN.4/L.987, L.989 et Rev.1, L.990 et Rev.1, L.991 et Rev.1, L.992 et Rev.1, L.993 et Rev.1, L.994, L.995 et Rev.1 et 2, L.996, L.1004 et Rev.1, L.1005 et Rev.1, L.1006, L.1007, L.1011 et Rev.1, L.1012 et Rev.1, L.1014, L.1015) et rapport de la Commission des droits de l'homme: C.E.S. (XLIV), Supplément n° 4 (E/4475).*
 - ii) *débats: E/CN.4/SR.945 à 979.*
- 2) *Question du châtimeut des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité (point 9 de l'ordre du jour) ⁴⁷*
 - a) *Documents de base: Rapport soumis par le Secrétaire général conformément à la résolution 1158 (XLI) du Conseil économique et social (E/CN.4/927 et Add.1-9) — Note du Secrétaire général (E/CN.4/965).*
 - b) *Examen par la Commission :*
 - i) *projet de résolution (E/CN.4/L.1016) et rapport de la Commission: C.E.S. (XLIV), Supplément n° 4 (E/4475).*
 - ii) *débats: E/CN.4/SR.986 et 987.*

⁴⁵ Voir aussi plus haut, section II f 1).

⁴⁶ Voir aussi plus haut, section I 1 A) ii) 12 et plus loin, section B.

⁴⁷ Voir aussi plus haut, section I 1 A) ii) 10).

3) *Étude de la question de la jouissance des droits économiques et sociaux proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme* (point 11 de l'ordre du jour)

a) Document de base: Note explicative du Président de la Commission à sa vingt-troisième session, proposant l'inscription de la question à l'ordre du jour (E/CN.4/958/Add.1).

b) Examen par la Commission:

i) *projet de résolution* (E/CN.4/L.1010 et Rev.1) et *rapport* de la Commission: C.E.S. (XLIV), Supplément n° 4 (E/4475).

ii) *débats*: E/CN.4/SR.981, 983 et 984.

4) *Peine capitale* (point 10 de l'ordre du jour) ⁴⁸

a) Document de base: Note du Secrétaire général (E/CN.4/955 et Add.1 et 2).

b) Examen par la Commission:

i) *projet de résolution* (E/CN.4/L.1013 et Add.1) et *rapport* de la Commission: C.E.S. (XLIV), Supplément n° 4 (E/4475).

ii) *débat*: E/CN.4/SR.990.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Textes (ou extraits) des décisions prises par des organes de l'Organisation des Nations Unies où figurent des dispositions se rapportant à la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'*apartheid*, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants (E/CN.4/923/Add.1) ⁴⁹.

Rapports périodiques sur les droits de l'homme

Rapports des institutions spécialisées (UNESCO, UPU, UIT, OIT) [sur la liberté de l'information] (E/CN.4/951 et Add.1 et 2).

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission. Mémoire présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (E/CN.4/Sub.2/292 et Add.1).

Mémoire présenté par le Bureau international du Travail (E/CN.4/Sub.2/293).

3. — COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME ⁵⁰

Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt et unième session)

1) *Droits politiques de la femme*:

a) *Progrès réalisés dans le domaine des droits politiques de la femme*;

b) *Condition de la femme dans les territoires sous tutelle*;

c) *Rapport du Cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme (Finlande, 1967)* (point 3 de l'ordre du jour)

a) Documents de base: Premier supplément annuel (A/6807 et Add.1) au rapport récapitulatif sur les constitutions, les lois électorales et autres textes législatifs relatifs aux droits politiques de la femme (A/6447/Rev.1 — n° de vente: F.69.IV.2)
— Rapport du Secrétaire général contenant des renseignements sur la condition

⁴⁸ Voir aussi plus haut, section I 1 A) ii) 13).

⁴⁹ Voir aussi plus haut, sections I 1 A) ii) 12 et II 2 A) 1).

⁵⁰ Voir aussi plus haut, section 1 2).

de la femme dans les territoires sous tutelle (E/CN.6/491) — Rapport du Cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme (ST/TAO/HR/30).

- b) Examen par la Commission:
 - i) *projets de résolution* (E/CN.6/L.528 et Rev.1, L.529, L.530 et Rev.1 et 2, L.532) et *rapport* de la Commission: C.E.S. (XLIV), Supplément n° 6 (E/4472).
 - ii) *débats*: E/CN.6/SR.494 à 496 et 498 à 501.
- 2) *Mesures visant à mettre en œuvre la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes* (point 4 de l'ordre du jour)
 - a) Document de base: Rapport du Groupe de travail établi par la Commission pour formuler des propositions sur les mesures à prendre en vue de la mise en œuvre de la Déclaration (E/CN.6/L.543).
 - b) Examen par la Commission:
 - i) *projet de résolution* recommandé par le Groupe de travail dans son rapport (E/CN.6/L.543) et *rapport* de la Commission: C.E.S. (XLIV), Supplément n° 6 (E/4472).
 - ii) *débats*: E/CN.6/SR.497 et 517.
- 3) *Condition de la femme en droit privé: Étude des travaux de la Commission concernant le droit de la famille et suggestions pour le futur programme de travail de la Commission* (point 5 de l'ordre du jour)
 - a) Document de base: Rapport du Secrétaire général (E/CN.6/492).
 - b) Examen par la Commission:
 - i) *rapport* du Groupe de travail établi par la Commission (E/CN.6/L.544) et *rapport* de la Commission: C.E.S. (XLIV), Supplément n° 6 (E/4472).
 - ii) *débats*: E/CN.6/SR.497 et 517.
- 4) *Mesures que l'ONU pourrait prendre pour abolir toutes les formes et pratiques d'esclavage et de traite des esclaves qui affectent la condition de la femme* (point 6 de l'ordre du jour)
 - a) Document de base: Note du Secrétaire général (E/CN.6/503).
 - b) Examen par la Commission:
 - i) *projets de résolution* (E/CN.6/L.531 et Rev.1-5, L.536, L.539) et *rapport* de la Commission: C.E.S. (XLIV), Supplément n° 6 (E/4472).
 - ii) *débats*: E/CN.6/SR.500 à 502, 505 à 507, 510 et 512.

4. — COMMISSION DES STUPÉFIANTS

Documents d'intérêt juridique

Contrôle des substances psychotropes non soumises au contrôle international. Questions juridiques, administratives et autres — Note du Secrétaire général (E/CN.7/509).

Programme et ordre de priorité concernant les stupéfiants; contrôle et limitation de la documentation; application de la résolution 1264 (XLIII) du Conseil économique et social (E/CN.7/511) [contient en annexe une étude du Secrétariat sur l'organisation des travaux de la Commission, compte tenu de la fréquence de ses sessions].

Rapport de la Division des stupéfiants pour la période du 1^{er} novembre 1967 au 31 octobre 1968 (E/CN.7/514 et Corr.1 et 2 et Add.2).

Contrôle des drogues psychotropes non soumises à un contrôle international — Note du Secrétaire général (E/CN.7/519).

III. — CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Documents d'intérêt juridique

Problèmes et politiques en matière de produits de base — Accord général sur les ententes relatives aux produits de base — Rapport du Secrétariat de la CNUCED (TD/30).

Réglementation internationale des transports maritimes par T. K. Thommen (TD/32/Rev.1 — n° de vente: F.69.II.D.2).

Le rôle de l'entreprise privée dans les investissements et la promotion des exportations dans les pays en voie de développement — Rapport de Dirk V. Stikker (TD/35/Rev.1 — n° de vente: F.68.II.D.9) [chapitre III: Les questions juridiques].

État des ratifications de la Convention relative au commerce de transit des pays sans littoral, 1965 — Note du Secrétariat de la CNUCED (TD/II/W.G.III/L.2 et Corr.1).

Conseil du commerce et du développement

Le rôle de la CNUDCI dans la réglementation internationale des transports maritimes. Note du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (TD/B/SC.8/1).

Conférences

Conférence internationale sur le blé, 1967 (TD/WHEAT.4/1 — n° de vente: F.68.II.D.5) [contient le texte de l'Arrangement international sur les céréales (1967) qui se compose de la Convention relative au commerce du blé et de la Convention relative à l'aide alimentaire].

Conférence des Nations Unies sur le sucre, 1968. Actes de la Conférence (TD/SUGAR.7/12 — n° de vente: F.69.II.D.6) (contient à l'Annexe II le texte d'un Protocole concernant le maintien de certaines dispositions de l'Accord international sur le sucre de 1958 et à l'Annexe III le texte de l'Accord international sur le sucre de 1968).

Participation de la Communauté économique européenne à la Conférence des Nations Unies sur le sucre, 1968 — Note du Secrétaire général de la CNUCED (TD/SUGAR.7/4 et Corr.1-3)⁵¹.

IV. — SECRÉTARIAT⁵²

1. — COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

La situation juridique des canalisations internationales de transport de gaz (ST/ECE/GAS/21 n° de vente: 67.II.E/Mim. 50).

2. — BUREAU DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE

Droits de l'homme

Cycle d'études sur la liberté d'association. Londres, Royaume-Uni, 18 juin-1^{er} juillet 1968. Organisé par les Nations Unies en coopération avec le Gouvernement du Royaume Uni (ST/TAO/HR/32).

Cycle d'études sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale. New Delhi, Inde, 27 août-9 septembre 1968. Organisé par l'Organisation des Nations Unies en coopération avec le Gouvernement de l'Inde (ST/TAO/HR/34).

Cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme. Accra, Ghana, 19 novembre-2 décembre 1968. Organisé par l'Organisation des Nations Unies en coopération avec le Gouvernement Ghanéen (ST/TAO/HR/35).

⁵¹ Voir p. 216 du présent *Annuaire*.

⁵² Les publications périodiques du Service juridique ne sont pas mentionnées dans cette section; voir l'Index des documents de l'Organisation des Nations Unies, publié par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld de l'Organisation des Nations Unies.

V. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE ⁵³

1. — GÉNÉRALITÉS

Annuaire, 1967-1968 — N° 22. 1968. XII, 151 pp. Imprimé. N° de vente: 323.

Yearbook, 1967-1968 — N° 22. 1968. XII, 154 pp. Imprimé. N° de vente: 324.

Bibliographie de la Cour internationale de Justice. Établie par la Bibliothèque de la Cour. N° 21, 1967-1968. [44] xxvii pp. Imprimé. N° de vente: 318.

2. — RECUEIL DES ARRÊTS, AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1967 [1968]. 13, 13 pp. Imprimé. N° de vente: 309, 310, 311 et 316. Volume relié portant sur l'ensemble de l'année 1967, avec index.

Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1968. Affaire du plateau continental de la mer du Nord (Danemark/République fédérale d'Allemagne). Ordonnance du 1^{er} mars 1968. 1968. [3-4], 2, 2 pp. Imprimé. N° de vente: 319.

— Affaire du plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/Pays Bas). Ordonnance du 1^{er} mars 1968. 1968. [6-7], 2, 2 pp. Imprimé. N° de vente: 320.

— Affaires du plateau continental de la mer du Nord (Danemark/République fédérale d'Allemagne; République fédérale d'Allemagne/Pays-Bas). Ordonnance du 26 avril 1968. 1968. [9-11], 3, 3 pp. Imprimé. N° de vente: 321.

— Affaire de la *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited*. (Nouvelle requête: 1962) [Belgique c. Espagne]. Ordonnance du 24 mai 1968. 1968. [13-14], 2, 2 pp. Imprimé. N° de vente: 322.

3. — MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

Mémoires, plaidoiries et documents, [1960] 1966.

Affaires du Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud), Vol. VI [1968], XIII, 473 pp. Imprimé. N° de vente: 315.

Affaires du Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud), Vol. VII [1968], XI, 383 pp. Imprimé. N° de vente: 317.

B. — Répertoire juridique des organisations intergouvernementales reliées à l'Organisation des Nations Unies

I. — ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

A. — ORGANES REPRÉSENTATIFS

1. — RECOMMANDATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL ADOPTÉE EN 1968 ⁵⁴

Recommandation concernant l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles

- i) Groupe technique consultatif sur la réforme agraire, Genève, 24 février-5 mars 1964. Rapport ⁵⁵ (ronéoté). Document Ag.Rf/R.2, 40 pages. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.

⁵³ Pour plus de détails voir *Annuaire* de la Cour internationale de Justice, 1967-1968 et 1968-1969.

⁵⁴ Les travaux préparatoires de l'instrument, qui, normalement, couvrent une période de deux ans, seront mentionnés afin de faciliter le travail de référence, l'année au cours de laquelle l'instrument a été adopté.

⁵⁵ Ce document contient, en Annexe IV, le « Projet de suggestions concernant l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles ».

- ii) Groupe technique consultatif sur la réforme agraire. Proposition concernant l'inscription à l'ordre du jour d'une prochaine session de la Conférence internationale du Travail de la question relative à l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles, en vue de l'adoption des normes internationales appropriées. Procès-verbaux de la 159^e session du Conseil d'administration, Genève, juin-juillet 1964, p. 60 et 61.
- iii) Résolution sur la réforme agraire et, en particulier, ses aspects sociaux et ses aspects d'emploi. Conférence internationale du Travail, quarante-neuvième session, Genève, 1965. Compte rendu des travaux, p. 687-696 et 733-744. Français, anglais, espagnol.
- iv) Ordre du jour de la cinquante et unième session (1967) de la Conférence internationale du Travail. Question de l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles. Procès-verbaux de la 163^e session du Conseil d'administration, Genève, novembre 1965, p. 52 et 53. Français, anglais, espagnol.
- v) Amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles. Conférence internationale du Travail, cinquante et unième session, Genève, 1967. Rapport VII (1) et Rapport VII (2); 100 et 131 pages respectivement. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.
- vi) Amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles. Conférence internationale du Travail, cinquante et unième session, Genève, 1967. Compte rendu des travaux, p. 13, 14, 471, 487, 493, 555, 565, 568, 787 et 798. Français, anglais, espagnol.
- vii) Ordre du jour de la cinquante-deuxième session (1968) de la Conférence internationale du Travail; cinquante et unième session (1967) de la Conférence. Compte rendu des travaux, p. 493, 801 et 835. Français, anglais, espagnol.
- viii) Amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles. Conférence internationale du Travail, cinquante-deuxième session, Genève, 1968. Rapport IV (1) et Rapport IV (2); 46 et 67 pages respectivement. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.
- ix) Amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles. Conférence internationale du Travail, cinquante-deuxième session, Genève, 1968. Compte rendu des travaux, p. 12, 13, 106, 249, 377, 381, 478, 507, 513, 519, 520, 668, 674, 678 et 741. Français, anglais, espagnol.
- x) Recommandation concernant l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles. *Bulletin officiel*, vol. LI n° 3, juillet 1968, Supplément, p. 1-8. Français, anglais, espagnol.

2. — AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Proposition d'amendements portant sur le nombre des membres adjoints du Conseil d'administration tel qu'il est déterminé à l'article 49, paragraphe 4, et à l'article 50, paragraphe 2, du Règlement de la Conférence

- i) Groupe de travail sur le programme et la structure de l'OIT. Procès-verbaux de la 171^e session du Conseil d'administration, Genève, février-mars 1968, document G.B.171/7/19. Français, anglais, espagnol.
- ii) Conférence internationale du Travail, cinquante-deuxième session, Genève, 1968. Compte rendu des travaux, p. 438 et 534. Français, anglais, espagnol.
- iii) Amendements au Règlement de la Conférence. Nombre de membres adjoints du Conseil d'administration tel qu'il est déterminé à l'article 49, paragraphe 4, et à l'article 50, paragraphe 2, du Règlement de la Conférence. *Bulletin officiel*, vol. LI, n° 3, juillet 1968, Supplément, p. 22. Français, anglais, espagnol.

B. — ORGANISMES QUASI JUDICIAIRES ET COMMISSIONS D'EXPERTS

1. — RAPPORTS DU COMITÉ DE LA LIBERTÉ SYNDICALE INSTITUÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- a) 102^e et 103^e rapports, 9 novembre 1967, 15 février 1968. *Bulletin officiel*, vol. LI, n° 2, avril 1968, Supplément, 54 pages. Français, anglais, espagnol.
- b) 104^e, 105^e et 106^e rapports, 15 février 1968, 29 mai 1968, 29 mai 1968. *Bulletin officiel*, vol. LI, n° 4, octobre 1968, Supplément, 70 pages. Français, anglais, espagnol.
- c) 107^e et 108^e rapports, 7 novembre 1968, 7 novembre 1968. *Bulletin officiel*, vol. LII, n° 1, janvier 1969, Supplément, 79 pages. Français, anglais, espagnol.

2. — RAPPORT DE LA COMMISSION D'EXPERTS POUR L'APPLICATION DES CONVENTIONS ET RECOMMANDATIONS

Conférence internationale du Travail, cinquante-deuxième session, Genève, 1968. Rapport III (partie 4), 263 pages. Français, anglais, espagnol.

C. — ACCORDS AVEC LES NATIONS UNIES ET D'AUTRES ORGANISATIONS

a) Mémorandum établissant les principes directeurs en vue d'une collaboration entre l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. *Bulletin officiel*, vol. LI, n° 4, octobre 1968, p. 326 et 327. Français, anglais, espagnol.

b) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation internationale du Travail:

Aide-mémoire énonçant les principes directeurs d'une coopération entre la FAO, l'UNESCO et l'OIT en matière d'enseignement, de formation et de sciences agricoles. *Bulletin officiel*, vol. LI, n° 4, octobre 1968, p. 328-333.

Déclaration commune sur l'enseignement agricole soumise au Comité administratif de coordination. *Bulletin officiel*, vol. LI, n° 4, octobre 1968, p. 332 et 333.

II. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

A. — QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES

<i>Questions</i>	<i>Documents</i>
1. Dispositions relatives au quorum dans les commissions de la Conférence	CL 51/5, par. 48; CL 51/REP ⁵⁶ , par. 123-127
2. Examen des organes statutaires de la FAO	CL 51/31; CL 51/REP, par. 233-237; CL 51/6, partie I, par. 31-33
3. Participation aux travaux d'organes subsidiaires de la FAO d'États non membres qui appartiennent aux Nations Unies	CL 51/6, partie I, par. 58-61; CL 51/REP, par. 257-260
4. Plan de réorganisation de la FAO	CL 51/9; CL 51/REP, par. 60-101, app. F
5. Procédure de nomination du Directeur général	CL 51/12; CL 51/13; CL 51/REP, par. 134-140

⁵⁶ 51/REP désigne le rapport de la cinquante et unième session du Conseil.

Questions

6. Président indépendant du Conseil
7. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies [A.G. Res. 2311 (XXII)]

Document

CL 51/LIM/4; CL 51/REP, par. 141-145
 CL 51/26, Sup. 1; CL 51/REP, par. 205

B. — ORGANES CRÉÉS EN VERTU DE L'ARTICLE VI DE L'ACTE CONSTITUTIF DE LA FAO

Organes

1. Sous-Comité consultatif de l'écoulement des excédents (réévaluation du mandat)
2. Groupe d'experts mixte OMCI/FAO/UNESCO/OMM des aspects scientifiques de la pollution des mers (création)
3. Modification du mandat du Comité FAO de lutte contre le criquet pèlerin et suppression du Comité consultatif technique FAO pour la lutte contre le criquet pèlerin
4. Amendements au Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius
5. Codex Alimentarius — Manuel de procédure

Documents

CCP 68/7/1; CL 51/4, par. 86-97; CL 51/REP, par. 39
 CL 51/25; CL 51/REP, par. 200
 CL 51/32; CL 51/REP, par. 238-242; CL Res. 3/51⁶⁷
 ALINORM 68/4; CAC 5 REP⁶⁸, par. 65-72
 Première édition, 92 pages

C. — ACCORDS CONCLUS AVEC DES GOUVERNEMENTS ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Accords

1. Accord entre la FAO et l'OUA
2. Coopération entre la FAO, l'UNESCO et l'OIT en matière d'enseignement, de formation et de sciences agricoles
3. Mémoire d'entente entre la Banque asiatique de développement (BAD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) concernant les modalités d'une coopération
4. Mémoire d'entente sur les modalités d'application de l'« Accord sur la coordination des activités de la FAO et de la Banque inter-américaine de développement »

Documents

CL 51/5, par. 26-35; CL 51/7; CL 51/43; CL 51/REP, par. 244-250, app. 4; CL Res. 4/51
 CL 51/28; CL 51/REP, par. 207-214, app. G, CL Res. 2/51
 CL 51/30, par. 1-3 (texte reproduit à l'annexe A); CL 51/REP, par. 218
 CL 51/30, par. 6-7 (texte reproduit à l'annexe B); CL 51/REP, par. 218

D. — CONVENTIONS ET ACCORDS CONCLUS EN VERTU DES ARTICLES XIV ET XV DE L'ACTE CONSTITUTIF DE LA FAO

Accord

Accord concernant la création de l'École des brigadiers forestiers pour le Proche-Orient (dénonciation)

Documents

CL 51/35; CL 51/REP, par. 262-263

⁶⁷ CL Res. 3/51 désigne une résolution de la cinquante et unième session du Conseil.

⁶⁸ CAC 5 REP désigne le rapport de la cinquantième session de la Commission du Codex Alimentarius.

E. — QUESTIONS JURIDIQUES DE FOND

Questions

Documents

1. — AGRICULTURE ET ÉLEVAGE

- a)* Mesures législatives et administratives régissant la répartition des ressources hydrauliques dans les pays européens ECA:WR/68/3(4) Rev.1, iv + 55 p. juillet 1968. Reproduit par offset
- b)* Tendances récentes de la législation sur les structures agraires en Europe ECA:AS/68/10, 17 p. Reproduit par offset
- c)* Législation concernant l'aménagement de l'espace rural en Europe (Supplément 1966-1968) ECA:LU/68/9F, ii + 18 p. Reproduit par offset (texte provisoire)
- d)* Systèmes de retraite et lois successorales applicables aux agriculteurs dans les pays membres de la région européenne ECA/15/67 (9) Rev.1, iv + 62 p., août 1968. Reproduit par offset
- e)* Dispositions législatives et réglementaires tendant à la protection des animaux domestiques contre les souffrances inutiles 11 p. Reproduit par offset
- f)* Jacoby, E. H. : Reconstruction agraire CMCF Études de base N° 18, 90 p., 4 Tab.

2. — PÊCHERIES, LUTTE CONTRE LA POLLUTION

- a)* Limits and status of the territorial sea, exclusive fishing zones, fishery conservation zones and the continental shelf (with particular reference to fisheries) FAO Fisheries Technical Paper N° 79, FID/T79, FR — Law of the Sea, vi + 30 p., December 1968. Reproduit par offset
- b) Coopération entre les institutions internationales s'occupant des océans [A.G. Res. 2172 (XXI)] COFI 68/3 (et suppl. 1, 2); CL 51/INF/3; CL 51/8, par. 19-27; CL 51/REP, par. 198
- c) Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique COFI/68/6; CL 51/8, par. 39-42
- d) Convention sur la conservation des ressources biologiques de l'Atlantique Sud-Est COFI/68/5 (et suppl. 1, 2); CL 51/8, par. 32-35
- e) Pollution des mers COFI/68/14 (et suppl. 1); CL 51/8, par. 65-66; CL 51/REP, par. 200
- f) MALAKOFF, E. R. : Water pollution control: national legislation and policy. A comparative study LA:MISC/67, December 1967. Rome, 1968. vi + 63 p. Reproduit par offset

3. — PRODUITS ET ÉCHANGES COMMERCIAUX

- a)* Étude comparée des mesures législatives et administratives régissant le trafic international de poissons vivants et d'œufs de poisson FI/EIFAC 68/SC II-17, ii + 34 p., mai 1968. Reproduit par offset
- b) Abrégé des réglementations vétérinaires — Importations et exportations, Amérique centrale et du Sud Monographie de la Sous-Division de la Santé animale, n° 9, viii + 125 p., 1968. Reproduit par offset
- c) Possibilité d'une entente sur le thé CCP: Tah 68/6 (Rev.), 30 p.

* Préparé par le Service de législation de la FAO ou en coopération avec lui.

Questions

Documents

- | | | |
|----|--|---|
| d) | Accord international sur le sucre 1968 | Bulletin mensuel d'économie et statistique agricoles, Vol. 17, n° 12, 1968 |
| e) | Accords sur les produits et arrangements | Rapports de la FAO sur les produits 1968, FAO 1968, iii + 261 p. (voir en particulier par. 561-590) |
| f) | SCOTT, T. H. : La importación, exportación y el transito de especies animales y vegetales — importación, exportación y transporte de animales UN/FAO | 13 p. |
| g) | GONZALEZ LOPEZ, J. L. : Incentivos para el desarrollo industrial. Resúmen de las leyes de fomento industrial en Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica y Panamá | 21 p., 4 Tab. |

4. — NORMES ALIMENTAIRES ET NUTRITION

- | | | |
|----|--|--|
| a) | Index des dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans divers pays au sujet des résidus de pesticides dans les aliments | CCPR/68/9 (CX 4/40.3), 26 p., juillet 1968.
Reproduit par offset |
| b) | Acceptation des normes Codex | ALINORM 68/9, par. 5-7, app. III; CAC 5 REP, par. 14-25; PG/68/2; PG/68/3; PG/68/4 |
| c) | Retrait des acceptations | PG/68/6 |
| d) | Place des codes d'usages dans le Codex Alimentarius | ALINORM 68/7; CAC 5 REP, par. 46-49, app. IV |

5. — INVESTISSEMENTS

- | | | |
|-----|--|---|
| a)* | Legislative and administrative measures taken in Turkey to attract and regulate foreign private investment in agriculture, forestry, fisheries and related industries | FAO/IND. Coop. Prog., 27 p. February 1968.
Reproduit par offset |
| b)* | Legislative and administrative measures taken in Indonesia to attract and regulate foreign private investment in agriculture, forestry, fisheries and related industries | FAO/IND. Coop. Prog., 25 p. December 1968.
Reproduit par offset |
| c)* | Legislative and administrative measures taken in Kenya to attract and regulate foreign private investment in agriculture, forestry, fisheries and related industries | FAO/IND. Coop. Prog., 14 p. February 1968.
Reproduit par offset |
| d)* | Mesures législatives et administratives adoptées au Maroc pour attirer et réglementer les investissements étrangers privés dans l'agriculture, les forêts, les pêches et les secteurs connexes | Prog. Coop. FAO/IND., 28 p. mai 1968. Reproduit par offset |
| e) | Techniques juridiques pouvant être utilisées pour la protection des investissements étrangers dans les industries de pâte et de papier dans les pays en voie de développement | Vol. 3 des documents techniques, Conférence sur le développement des industries de la pâte et du papier en Afrique et au Proche Orient, mars 1968 |

* Préparé par le Service de législation de la FAO ou en coopération avec lui.

F. — PÉRIODIQUES

- Périodique trimestriel « Recueil de législation — Alimentation et agriculture » — Imprimé
- « Feuille de législation » — Reproduite par offset — 6 numéros par an (en anglais avec titres en français et en espagnol)
- « Additifs aux aliments — Législation récente » — Reproduit par offset — 10 numéros par an

III. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

A. — QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET QUESTIONS DE PROCÉDURE

a) Conseil exécutif

- 1) Constitution des commissions permanentes du Conseil. *81 EX/Décision 5*, novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 2) Mandats de comités. *Document 81 EX/7*, 22 novembre 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 3) Constitution des autres organes subsidiaires du Conseil exécutif (81 EX/7). *81 EX/Décision 6*, novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 4) Procédure pour l'élection des membres du Conseil de la FAO. Note d'information du secrétariat. *Document 78 EX/SP/8*, 31 janvier 1968, 25 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 5) Composition du Conseil exécutif. Projet de résolution. *Document 78 EX/SP/9*, 31 janvier 1968, 7 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 6) Projet de rapport du Comité spécial. *Document 78 EX/SP/10*, 16 février 1968, 48 p. et *Add.*, 15 février 1968, 2 p. et *Add. 2*, 15 février 1968, 1 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 7) Composition du Conseil exécutif : Procédure de vote. Note du Secrétariat. *Document 78 EX/SP/11*, 29 mai 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 8) Note du Président. Mandat des membres du Conseil : dispositions transitoires. *Document 78 EX/SP/12*, 29 mai 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 9) Rapport du Comité spécial. *Document 78 EX/2*, 11 avril 1968, 49 p. et *Add.*, 5 juin 1968, 5 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 10) Rapport du Comité spécial du Conseil exécutif (78 EX/2 et *Add.*). *78 EX/Décision 3.1*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 11) Composition du Conseil exécutif, durée du mandat et modalités d'élection de ses membres. *Document 15C/24*, 30 juillet 1968, 14 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 12) Composition du Conseil exécutif, durée du mandat et modalités d'élection de ses membres. Projets d'amendements à l'article V, paragraphe 2, de l'Acte constitutif, présentés par les Gouvernements du Japon et du Pérou. *Document 15C/25*, 30 juillet 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 13) Composition du Conseil exécutif, durée du mandat et modalités d'élection de ses membres. Projets d'amendements à l'article V de l'Acte constitutif et au Règlement intérieur de la Conférence générale (portion de mandat remplie par un membre du Conseil exécutif), présentés par les États-Unis d'Amérique. *Document 15C/26*, 30 juillet 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 14) Composition du Conseil exécutif: projet de résolution présenté par la France. Projet d'amendement présenté par le Japon et les Philippines. *Document 15C/74*, 23 octobre 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 15) Composition du Conseil exécutif: Résolution adoptée par la Conférence générale (14^e séance plénière, 23 octobre 1968). *Document 15C/74 (Rev.)*, 24 octobre 1968, 1 p., anglais, français, espagnol, russe.

- 16) Comité juridique, deuxième rapport (Composition du Conseil exécutif, durée du mandat et modalités d'élection de ses membres). *Document 15C/76, et Corr.*, 1^{er} novembre 1968, 12 p. et annexes, anglais, français, russe, espagnol.
- 17) Rapport spécial de la Commission administrative sur la composition du Conseil exécutif. *Document 15C/77*, 2 novembre 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 18) Procédure d'examen en séance plénière, les 4 et 5 novembre 1968, du point 29 de l'ordre du jour : « Composition du Conseil exécutif, durée du mandat et modalités d'élection de ses membres ». *Document 15C/INF/9*, 4 novembre 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 19) Projet de résolution présenté par l'Inde, le Japon et le Népal, *Document 15C/DR/PLEN/5 r2v.*, 2 novembre 1968, 1 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 20) Projets d'amendements au projet de résolution contenu dans l'Annexe V du document 15C/24 et à l'Annexe VI du même document, présentés par la République socialiste soviétique de Biélorussie. *Document 15C/DR/PLEN/6*, 4 novembre 1968, 1 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 21) Composition du Conseil exécutif, durée du mandat et modalités d'élection de ses membres. *15C/Résolution 11*, 4 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol⁵⁹.
- 22) Composition du Conseil exécutif, durée du mandat et modalités d'élection de ses membres. *Document 15C/INF.10*, 7 novembre 1968, 11 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 23) Modifications à apporter au règlement intérieur du Conseil exécutif. *Document 81 EX/6*, 19 novembre 1968, 1 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 24) Modifications à apporter au règlement intérieur du Conseil exécutif (81 EX/6). *81 EX/Décision 9.2*, novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.

b) Fonctions du Comité juridique

- 25) Projets d'amendements au règlement intérieur de la Conférence générale. Fonctions du Comité juridique (Article 32). *Document 15C/63*, 30 juillet 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 26) Comité juridique, quatrième rapport (Projets d'amendements au règlement intérieur de la Conférence générale : fonctions du Comité juridique — Article 32). *Document 15C/82*, 14 novembre 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 27) Modification à l'article 32 du règlement intérieur (Fonctions du Comité juridique). *15C/Résolution 12.2*, 16 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.

c) Comptes rendus analytiques

- 28) Organisation des travaux de la Conférence générale: Comptes rendus des séances des Commissions et Comités. *Document 78 EX/SP/5*, 17 janvier 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 29) Projets d'amendements au règlement intérieur de la Conférence générale. Comptes rendus analytiques (Articles 55, 56, 58, 59, 60). *Document 15C/62*, 30 juillet 1968, 5 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 30) Premier rapport de la Commission administrative: Comptes rendus analytiques — projets d'amendements au règlement intérieur de la Conférence générale (15C/62). *Document 15C/71*, 18 octobre 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 31) Comité juridique. Premier rapport [Projets d'amendements au règlement intérieur de la Conférence générale: Comptes rendus analytiques (Articles 55, 56, 58, 59, 60)]. *Document 15C/72*, 21 octobre 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 32) Modifications aux articles 55, 56, 58, 59, 60 et 84 du règlement intérieur (comptes rendus analytiques). *15C/Résolution 12.1*, 21 octobre 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 33) Textes des articles 55, 56, 58, 59, 60 et 84 du règlement intérieur de la Conférence générale, modifiés par la Conférence générale à sa quinzième session. *Document 15C/INF/8*, 25 octobre 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.

⁵⁹ Voir p. 176 du présent *Annuaire*.

d) *Quorum*

- 34) Projet d'amendements au règlement intérieur de la Conférence générale: Quorum (Article 69.3). *Document 15C/66*, 30 septembre 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 35) Comité juridique, troisième rapport [Projets d'amendements au règlement intérieur de la Conférence générale : Quorum (Article 69.3)]. *Document 15C/81*, 14 novembre 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 36) Recommandation du Comité juridique selon laquelle le texte actuel de l'Article 69.3 devrait être maintenu. Adoptée par la Conférence générale à la 38^e séance plénière de la quinzième session, le 16 novembre 1968. *15C/VR.38, par. 13.3*, anglais, français, russe, espagnol.

e) *Divers*

- 37) Contrat et statut du Directeur général. *Document 15C/69*, 18 octobre 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 38) Nomination du Directeur général. *15C/Résolution 07*, 19 octobre 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 39) Statut et Règlement du personnel. *Document 15C/37*, 12 septembre 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 40) Projets d'amendements au règlement relatif à la classification d'ensemble des diverses catégories de réunions convoquées par l'UNESCO. *Document 15C/64*, 30 septembre 1968, 4 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 41) Comité juridique, huitième rapport (Projets d'amendements au règlement relatif à la classification d'ensemble des diverses catégories de réunions convoquées par l'UNESCO). *Document 15C/86*, 14 novembre 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 42) Recommandation du Comité juridique tendant à renvoyer l'examen du point de son ordre du jour « Projets d'amendements au règlement relatif à la classification d'ensemble des diverses catégories de réunions convoquées par l'UNESCO (15C/64) » adoptée par la Conférence générale à la 38^e séance plénière de la quinzième session, le 16 novembre 1968. *15C/VR.38 par. 27.4*, anglais, français, russe, espagnol.

B. — ÉTATS MEMBRES

- 1) Les pleins pouvoirs de la délégation de la République de Chine. *15C/Résolution 0.13*, 15 octobre 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 2) Droit de vote de la Bolivie, du Costa Rica, de la République Dominicaine, de la Guinée, d'Haïti, du Paraguay et du Yémen. *15C/Résolution 0.2*, 15 octobre 1968, anglais, français, russe, espagnol.

C. — RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

a) *Organisation commune africaine et malgache*

- 1) Projet d'accord avec l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM). *Document 78 EX/18*, 25 mars 1968, 6 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 2) Projet d'accord avec l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM) (78 EX/18 et 78 EX/37, Partie I). *78 EX/Décision 7.7*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.

b) *Organisation de l'unité africaine*

- 3) Projet d'accord avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA). *Document 78 EX/34*, 8 avril 1968, 7 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 4) Projet d'accord avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) [78 EX/34 et 78 EX/37, Partie II]. *78 EX/Décision 7.6*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.

- 5) Corrections à apporter au texte de l'Accord entre l'UNESCO et l'Organisation de l'unité africaine (OUA). *Document 81 EX/4*, 19 novembre 1968, 6 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 6) Corrections à apporter au texte de l'Accord entre l'UNESCO et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) [81 EX/4]. *81 EX/Décision 8.2*, novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.

c) *Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
et Organisation internationale du Travail*

- 7) Coopération avec la FAO et l'OIT en matière d'enseignement, de formation et de sciences agricoles. *Document 78 EX/15*, 12 avril 1968, 3 p., *78 EX/15 Add.*, 9 mai 1968, 12, p. *78 EX/15 Add. 2*, 29 mai 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 8) Coopération avec la FAO et l'OIT en matière d'enseignement, de formation et de sciences agricoles. *78 EX/Décision 5.1 B.V.AA.*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 9) Coopération avec la FAO et l'OIT en matière d'enseignement, de formation et de sciences agricoles. *Document 15C/56*, 12 septembre 1968, 8 p., anglais, français, russe, espagnol.

d) *Office de secours et de travaux des Nations Unies*

- 10) Coopération avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA). *Documents 78 EX/16*, 18 avril 1968, 4 p., *78 EX/16 Add.*, 12 p., *78 EX/16 Add. 2*, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 11) Coopération avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) [78 EX/16 and Add. 1 et 2]. *78 EX/Décision 7.4*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 12) Coopération avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA). *Document 81 EX/3*, 20 novembre 1968, 8 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 13) Coopération avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA). *81 EX/Décision 8.1.*, novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.

e) *Banque africaine de développement*

- 14) Coopération avec la Banque africaine de développement. *Document 78 EX/35*, 30 avril 1968, 6 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 15) Coopération avec la Banque africaine de développement (BAD) [78 EX/35 et 78 EX/37, Partie III]. *78 EX/Décision 7.12*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 16) Projet d'accord avec la Banque africaine de développement (BAD). *Document 80 EX/13*, 11 octobre 1968, 5 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 17) Projet d'accord avec la Banque africaine de développement (BAD) [80 EX/13]. *80 EX/Décision 6.2*, octobre-novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.

f) *Bureau international d'éducation*

- 18) Coopération avec le Bureau international d'éducation (BIE). *Document 78 EX/17*, 22 avril 1968, 9 p., et *Add.*, 14 juin 1968, 1 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 19) Coopération avec le BIE (78 EX/17 et *Add.*). *78 EX/Décision 7.5*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 20) Transfert à l'UNESCO des ressources et des activités du Bureau international d'éducation. *Document 15C/17 et Corr.*, 12 septembre 1968, 10 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 21) Comité juridique, Cinquième rapport (Transfert à l'UNESCO des ressources et des activités du Bureau international d'éducation). *Document 15C/83 et Corr.*, 14 novembre 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.

- 22) Transfert à l'UNESCO des ressources et responsabilités d'autres organisations internationales : Bureau international d'éducation. *15C/Résolution 14.1*, 16 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol ⁶⁰.

g) *Union internationale de secours*

- 23) Transfert à l'UNESCO de certaines responsabilités et des biens de l'Union internationale de secours. *Document 78 EX/19*, 8 avril 1968, 4 p., et *Add.*, 6 p., 24 mai 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 24) Transfert à l'UNESCO de certaines responsabilités et des biens de l'Union internationale de secours (78 EX/19 et *Add.* et 78 EX/19 et *Add.* et 78 EX/37, Partie III). *78 EX/Décision 7.8*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 25) Transfert à l'UNESCO de certaines responsabilités et des biens de l'Union internationale de secours. *Document 15C/19*, 31 juillet 1968, 6 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 26) Comité juridique, Septième rapport (Transfert à l'UNESCO de certaines responsabilités et des biens de l'Union internationale de secours). *Document 15C/85*, 14 novembre 1968, 4 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 27) Transfert à l'UNESCO des ressources et responsabilités d'autres organisations internationales : Union internationale de secours. *15C/Résolution 15*, 16 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol ⁶¹.

D. — RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE : CONVENTIONS
ET RECOMMANDATIONS

a) *Convention pour la protection des biens culturels en cas
de conflit armé*

- 1) Application de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. *Document 78 EX/5*, 16 mai 1968, 17 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 2) Application de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (78 EX/5). *78 EX/Décision 4.4.1*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 3) Compte spécial pour l'application de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. *Document 80 EX/9*, 30 septembre 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 4) Compte spécial pour l'application de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (80 EX/9) et 80 EX/14. *80 EX/Décision 7.3*, octobre-novembre 1968.

b) *Convention et recommandation concernant la lutte contre la discrimination
dans le domaine de l'enseignement*

- 5) Premiers rapports périodiques des États membres et renseignements supplémentaires transmis par certains États membres, relatifs à leurs rapports sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement. *Document 15C/10*, 10 juillet 1968, 134 p., *15C/10 Add.*, 12 septembre 1968, 52 p., *15C/10 Add. 2*, 10 octobre 1968, 5 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 6) Rapport du Comité spécial sur la discrimination dans le domaine de l'enseignement. *Document 79 EX/13*, 2 août 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 7) Rapports des États membres sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement. *Document 15C/11*, 5 août 1968, 39 p. et Annexes, anglais, français, russe, espagnol.
- 8) Note relative au projet de rapport du Comité spécial du Conseil exécutif sur la discrimination dans le domaine de l'enseignement. *Document 79 EX/INF. 2*, 13 août 1968, 4 p., anglais, français, russe, espagnol.

⁶⁰ Voir page 166 du présent *Annuaire*.

⁶¹ *Ibid.*, p. 167.

- 9) Commentaires du Conseil exécutif sur le rapport du Comité spécial sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement. *Document 15 C/11 Add.*, 10 octobre 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 10) Rapport du Comité spécial sur la discrimination dans le domaine de l'enseignement (79 EX/13 et 15C/11) et commentaires du Conseil exécutif à son sujet. *79 EX/Décision 3.3.1*, août-septembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 11) Rapport du Comité des rapports, Partie I, Application de la Convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement: Rapports périodiques des États membres. *Document 15C/87*, p. 2 et Annexes I et II, 15 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 12) Rapports périodiques des États membres sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement. *15C/Résolution 29*, 20 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.

c) Recommandation concernant la condition du personnel enseignant

- 13) Mise en œuvre de la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant. *Document 78 EX/3*, 8 avril 1968, 3 p., et *78 EX/3 Add.*, 14 mai 1968, 2 p., et *78 EX/3 Add. rev.*, 16 mai 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 14) Mise en œuvre de la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant (78 EX/3 et *Add. rev.* et *78 EX/37*, Partie I), *78 EX/Décision 4.2.1*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 15) Premiers rapports spéciaux des États membres sur la suite qu'ils ont donnée à la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant. *Document 15C/13*, 30 septembre 1968, 48 p., *15C/13 Add.*, 7 octobre 1968, 4 p., et *Add.2*, 30 octobre 1968, 6 p., et *Add. 3*, 14 novembre 1968, 5 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 16) Rapport du Comité des rapports, Partie III — Premiers rapports spéciaux des États membres sur la suite qu'ils ont donnée à la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant. *Document 15C/87,3 p.*, et Annexes V et VI, 15 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 17) Premiers rapports spéciaux des États membres sur la suite qu'ils ont donnée à la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant. *15C/Résolution 31*, 20 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.

*d) Recommandation concernant la préservation des biens culturels mis en péril par les travaux publics ou privés*⁶²

- 18) Recommandation concernant la préservation des biens culturels mis en péril par les travaux publics ou privés. Adoptée par la Conférence générale à sa quinzième session, Paris, 19 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 19) La préservation des biens culturels mis en péril par les travaux publics ou privés: projet de recommandation. *Document 15C/14*, 24 juillet 1968, 2 p., et Annexes, anglais, français, russe, espagnol.
- 20) Rapport du Comité des rapports, Partie V — Premiers rapports spéciaux à présenter à la Conférence générale à sa seizième session sur la suite donnée par les États membres à la Recommandation adoptée à sa quinzième session. *Document 15C/87*, p. 4, et Annexe VII, anglais, français, russe, espagnol.
- 21) Premiers rapports spéciaux à présenter à la Conférence générale à sa seizième session sur la suite donnée par les États membres à la Recommandation adoptée à sa quinzième session. *Document 15C/Résolution 32*, 20 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.

⁶² Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 158.

e) *Recommandations adoptées par la Conférence générale à sa treizième session*

- 22) Premiers rapports spéciaux des États membres sur la suite qu'ils ont donnée aux Recommandations adoptées par la Conférence générale à sa treizième session. *Document 15C/12*, 30 septembre 1968, 29 p., *15C/12 Add.*, 17 octobre 1968, 5 p., *15C/12 Add.2*, 30 octobre 1968, 4 p., *15C/12 Add.3*, 4 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 23) Rapport du Comité des rapports, Section II — Premiers rapports spéciaux des États membres sur la suite qu'ils ont donnée aux Recommandations adoptées par la Conférence générale à sa treizième session. *Document 15C/87*, p. 3, et Annexes III et IV, 15 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 24) Premiers rapports spéciaux des États membres sur la suite qu'ils ont donnée aux Recommandations adoptées par la Conférence générale à sa treizième session. *15C/Résolution 30*, 20 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.

f) *Projets de réglementation internationale*

- 25) Rapport sur l'élaboration éventuelle d'une convention concernant l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels. *Document 78 EX/9*, 22 avril 1968, 14 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 26) Rapport sur l'élaboration éventuelle d'une convention internationale concernant l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (78 EX/9 et 78 EX/37, Partie I). *78 EX/Décision 4.4.3*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 27) Opportunité d'élaborer une convention internationale concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels. *Document 15C/15*, et *Corr.*, 22 août 1968, 12 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 28) Réglementation internationale éventuelle concernant la normalisation des statistiques relatives aux bibliothèques. *Document 78 EX/8*, 8 avril 1968, 11 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 29) Réglementation internationale éventuelle concernant la normalisation des statistiques relatives aux bibliothèques (78 EX/8 et 78 EX/37, Partie I). *78 EX/Décision 4.5.2*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 30) Opportunité d'une réglementation internationale concernant la normalisation des statistiques relatives aux bibliothèques. *Document 15C/16 et Corr.*, 30 juillet 1968, 12 p., anglais, français, russe, espagnol.

E. — CONFÉRENCES ET AUTRES RÉUNIONS

- 1) Invitations à la Conférence sur l'éducation et la formation scientifique et technique dans leurs rapports avec le développement en Afrique. *Document 78 EX/36*, 10 mai 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 2) Invitations à la Conférence sur l'éducation et la formation scientifique et technique dans leurs rapports avec le développement en Afrique (78 EX/36 et 78 EX/37, Partie III). *78 EX/Décision 4.2.3*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 3) Invitations à la Conférence internationale sur les résultats pratiques et scientifiques de la Décennie hydrologique internationale et sur la coopération internationale en matière d'hydrologie. *Document 81 EX/2*, 19 novembre 1968, 4 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 4) Invitations à la Conférence internationale sur les résultats pratiques et scientifiques de la Décennie hydrologique internationale et sur la coopération internationale en matière d'hydrologie (81 EX/2). *81 EX/Décision 7.1*, novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.

F. — INSTITUTS ET AUTRES ORGANES

- 1) Projet de modification des Statuts de l'Institut international de planification de l'éducation (Article III — Conseil d'administration). *Document 15C/18*, 30 juillet 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.

- 2) Comité juridique, Sixième rapport (Projet de modification des Statuts de l'Institut international de planification de l'éducation — Article III — Conseil d'administration). *Document 15C/84*, 14 novembre 1968, 3 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 3) Modification des Statuts de l'Institut international de planification de l'éducation. *15C/Résolution 13*, 16 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol.
- 4) Règlement du Service d'épargne et de prêt de l'UNESCO. *Document 78 EX/30*, 25 mars 1968, 6 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 5) Règlement du Service d'épargne et de prêt de l'UNESCO (78 EX/30 et 78 EX/38, Partie II). *78 EX/Décision 8.9*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.

G. — DROIT D'AUTEUR

- 1) Comité intergouvernemental du droit d'auteur, neuvième session, Genève, décembre 1967. Rapports adoptés par le Comité. *Document IGC/LX/11, INLA/CS/193/9 et Corr.*, 31 janvier 1968, 14 p., et Annexes, anglais, français, espagnol.
- 2) Comité intergouvernemental établi en vertu de l'article 32 de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, adoptée à Rome le 26 octobre 1961, première session, Genève, décembre 1967. Rapport. *Document CIPA/1967/II/7*, 7 p., et Appendices, anglais, français, espagnol.
- 3) Comité d'experts sur la reproduction photographique d'œuvres protégées par le droit d'auteur, Paris, 1-5 juillet 1968
 - Pratiques existant en République fédérale d'Allemagne. *Document RP/5, INLA/CS/114/4*, 25 mars 1968, 12 p., anglais, français, espagnol.
 - Pratiques existant au Royaume-Uni. *Document RP/6, INLA/CS/114/5*, 25 mars 1968, 54 p., anglais, français, espagnol.
 - Reproduction par la photographie. *Document RP/3, INLA/CS/114/6*, 15 avril 1968, 53 p., anglais, français, espagnol.
 - Reproduction par des procédés analogues à la photographie — Reproduction effectuée par des entreprises commerciales — Reproduction effectuée à des fins commerciales. *Document RP/4, INLA/CS/114/7*, 15 avril 1968, 28 p., anglais, français, espagnol.
 - Pratiques existant aux États-Unis d'Amérique. *Document RP/7, INLA/CS/114/10*, 28 juin 1968, 3 p., anglais, français, espagnol.
 - Rapport général. *Document RP/9, INLA/CS/114/14*, 12 août 1968, 11 p. et Annexes, anglais, français, espagnol.
- 4) Comité d'experts sur les droits des traducteurs, Paris, 23-27 septembre 1968
 - Protection juridique des traducteurs. *Document INLA/CS/170/3*, 1^{er} juillet 1968, 40 p., et Annexes, anglais, français, espagnol.
 - Application pratique des conventions multilatérales et des législations nationales concernant la protection des traducteurs. Rapport établi par la Fédération internationale des traducteurs. *Document INLA/CS/170/4*, 1 juillet 1968, 20 p., anglais, français, espagnol.
 - Les incidences des droits des traducteurs sur les droits des éditeurs. Rapport établi par l'Union internationale des éditeurs. *Document INLA/CS/170/6*, 1^{er} juillet 1968, 11 p., anglais, français, espagnol.
 - Rapport de la Fédération internationale des traducteurs à la cinquième session du Comité intergouvernemental du droit d'auteur (Londres, 1960). *Document INLA/CS/170/INF.2*, 1 juillet 1968, 16 p., anglais, français, espagnol.
 - Les incidences des droits des traducteurs sur les droits des auteurs. Rapport établi par la Confédération internationale des Sociétés d'auteurs et compositeurs. *Document INLA CS/170/5*, 16 août 1968, 7 p., anglais, français, espagnol.
 - Rapport général. *Document INLA/CS/170/8*, 31 octobre 1968, 11 p., anglais, français, espagnol.

- 5) Lois et traités du monde sur le droit d'auteur
 - Supplément n° 3 (1968), français,
 - Supplément n° 11 (1968), anglais.
- 6) Bulletin de l'UNESCO sur le droit d'auteur, revue trimestrielle, Vol. II, n^{os} 1, 2, 3, 4 (1968). *Document NORMS.68/III.43, 44, 45, 46/A*, 1968, anglais, français, espagnol.

H. — DROITS DE L'HOMME

- 1) Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture : Réunion d'experts sur les méthodes d'éducation propres à combattre les préjugés raciaux, Maison de l'UNESCO, Paris, 24-28 juin 1968, Rapport final. *Document ED/MD/4*, 24 octobre 1968, 53 p., anglais, français.
- 2) Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture : Étude comparée sur l'accès des jeunes filles et des femmes à l'enseignement technique et professionnel. *Document ED/MD/3*, 20 décembre 1968, 133 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 3) Rapport du Directeur général sur la mise en œuvre de la Résolution 14 C/Rés. 11 : Les tâches de l'UNESCO à la lumière des résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 20^e session sur des questions relatives à l'élimination du colonialisme et du racisme. *Document 15C/49*, 12 septembre 1968, 19 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 4) Propositions du Directeur général à la Conférence générale, en vue d'intensifier, pendant le prochain ou les deux prochains exercices budgétaires, l'activité de l'Organisation au service de la paix, de la coopération internationale et de la sécurité des peuples, par l'éducation, la science et la culture. *Document 15C/50*, 27 octobre 1968, 17 p., et Annexes, anglais, français, russe, espagnol.
- 5) Contribution de l'UNESCO à la paix et tâches de l'UNESCO en ce qui concerne l'élimination du colonialisme et du racisme. *15C/Résolution 9*, 15 novembre 1968, anglais, français, russe, espagnol ⁶³.

I. — OCÉANOGRAPHIE

- 1) Commission océanographique intergouvernementale. Groupe de travail sur les questions juridiques liées aux recherches scientifiques sur l'océan. Première réunion, Paris, 16-20 septembre 1968. Rapport succinct. *Document AVS/9/89M (8)* et Annexes, 13 p., décembre 1968, anglais, français.
- 2) Commission océanographique intergouvernementale. Rapport succinct du Groupe d'experts de l'IOC sur le statut juridique des stations de données océaniques automatiques et non automatiques. Première réunion, Paris, 18-19 septembre 1968. *Document IOC/INF/141, AVS/9/89M-ODAS*, 20 décembre 1968, 10 p., anglais seulement.

J. — DIVERS

- 1) Rapport du Directeur général sur les statuts des organisations internationales non gouvernementales des catégories A et B notamment en ce qui concerne les clauses d'arbitrage. *Document 78 EX/21*, 8 avril 1968, 2 p., anglais, français, russe, espagnol.
- 2) Rapport du Directeur général sur les statuts des organisations internationales non gouvernementales des catégories A et B notamment en ce qui concerne les clauses d'arbitrage (78 EX/21 et 78 EX/37, Partie I). *78 EX/Décision 7.10*, mai-juin 1968, anglais, français, russe, espagnol.

⁶³ *Ibid.*, p. 152.

IV. — ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

1) TEXTE AUTHENTIQUE TRILINGUE DE LA CONVENTION DE CHICAGO

[La Conférence internationale sur le texte authentique trilingue de la Convention relative à l'aviation civile internationale (Chicago, 1944) a établi et adopté à l'unanimité le 20 septembre un Protocole concernant le texte authentique trilingue de la Convention relative à l'aviation civile internationale (Chicago, 1944) comportant des annexes qui contiennent l'une le texte de la Convention en français et l'autre le texte de la Convention en espagnol. Le Gouvernement des États Unis est dépositaire du Protocole qui a été ouvert à la signature le 24 septembre et est entré en vigueur le 24 octobre pour les seize États qui l'avaient signé sous réserve d'acceptation ou d'adhésion.]

Doc 7300/4 — Texte authentique trilingue de la Convention relative à l'aviation civile internationale. Anglais, espagnol, français.

2) PROPOSITION D'AMENDEMENT À L'ARTICLE 7 (CABOTAGE) DE LA CONVENTION DE CHICAGO

[Le Comité exécutif de la seizième session de l'Assemblée a recommandé à l'Assemblée d'adopter une proposition suédoise tendant à l'élimination de la deuxième phrase de l'article 7 (Cabotage) de la Convention de Chicago. L'Assemblée elle-même a rejeté l'amendement qui n'a pas obtenu la majorité des deux tiers requise par l'article 94 pour l'adoption d'amendements à la Convention.]

Doc 8744-C/979 — Décisions du Conseil, 63^e session. Anglais, espagnol, français.

Doc 8771 A16-EX, Assemblée, 16^e session, Rapport du Comité exécutif, p. 43-47. Anglais, espagnol, français.

Doc 8775 A16-Min. P/1-9, Procès-verbaux des séances plénières, Assemblée — Seizième session. Anglais, espagnol, français.

3) PROPOSITION D'AMENDEMENT À L'ARTICLE 29 (DOCUMENTS DE BORD DES AÉRONEFS) DE LA CONVENTION DE CHICAGO

[La Commission économique de la seizième session de l'Assemblée et l'Assemblée elle-même ont approuvé une proposition de la République socialiste tchécoslovaque qui avait suggéré d'amender l'article 29 de la Convention en éliminant les références aux manifestes de passagers et de marchandises, au moment où la Convention dans son ensemble ferait l'objet d'une révision générale. Il a également été convenu que le Secrétariat pourrait, entre-temps, étudier les incidences techniques et juridiques d'un tel amendement à l'article 29.]

Doc 8772 A16-EC, Assemblée, seizième session. Rapport de la Commission économique, p. 26. Anglais, espagnol, français.

Doc 8775 A 16-Min. P/1-9, Procès-verbaux des séances plénières, Assemblée — seizième session. Anglais, espagnol, français.

4) PLAINTÉ DÉPOSÉE PAR LE NIGÉRIA AUX TERMES DES ARTICLES 54 *n*, 55 *e* ET 54 *j* DE LA CONVENTION DE CHICAGO

[En décembre 1967, le Gouvernement du Nigéria a déposé auprès de l'OACI une plainte accusant le Gouvernement du Portugal d'avoir enfreint huit articles de la Convention de Chicago en exploitant des aéronefs entre un territoire portugais et le Nigéria oriental sans l'autorisation du Gouvernement du Nigéria, à des fins hostiles à ce Gouvernement. Il demandait au Conseil d'examiner ces infractions aux termes de l'article 54 *n*, d'enquêter aux termes de l'article 55 *e* et de rendre compte aux autres États contractants conformément à l'article 54 *j*. En 1968, les efforts déployés pour donner suite à une résolution du Conseil demandant l'établissement d'un organe chargé d'établir les faits sont restés sans résultat.]

Doc 8744-C/979, Décisions du Conseil, 63^e session. Anglais, espagnol, français.

Doc 8802-C/984, Décisions du Conseil, 64^e session. Anglais, espagnol, français.

Doc 8792 A 17-P/1, Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1968, p. 122. Anglais, français, espagnol.

5) **DÉSACCORD ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L'ESPAGNE TOUCHANT L'INTERPRÉTATION OU L'APPLICATION DE L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION DE CHICAGO EN CE QUI CONCERNE LA ZONE INTERDITE ESPAGNOLE À PROXIMITÉ DE GIBRALTAR**

[Le 6 septembre 1967, le Gouvernement du Royaume-Uni, invoquant l'article 84 de la Convention de Chicago, a déposé auprès de l'OACI une demande en vue du règlement du désaccord susmentionné. En 1968, le Gouvernement espagnol a déposé son contre-mémoire et de la documentation supplémentaire. La réplique du Royaume-Uni au contre-mémoire a été distribuée avant la fin de l'année.]

Doc 8792, A 17-P/1, Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1968, p. 122. Anglais, espagnol, français.

6) **NOTIFICATIONS EN VERTU DE L'ARTICLE 89 (GUERRE ET ÉTAT DE CRISE) DE LA CONVENTION DE CHICAGO**

[En 1968, le Gouvernement de l'Inde a fait savoir à l'Organisation qu'il avait révoqué la proclamation de l'état d'urgence de 1962, qui l'avait amené à donner notification au Conseil, en vertu de l'article 89, qu'il pourrait ne pas être en mesure de se conformer avec la totalité ou une partie des dispositions de la Convention et de l'Accord relatif au transit. Les États contractants ont été avisés de cette révocation. En même temps, ils ont été avisés que le Gouvernement du Pakistan avait annoncé le maintien en vigueur de la notification donnée par lui en 1965, en vertu du même article.]

Doc 8792, A 17-P/1, Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1968, p. 122. Anglais, espagnol, français.

7) **COMMISSION JURIDIQUE DE LA SEIZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE**

[La Commission avait notamment à son ordre du jour les points ci-après: établissement du programme de travail pour 1969-1971, état des conventions internationales de droit aérien et classification et intégration des résolutions de l'Assemblée relatives à des questions intéressant la Commission juridique.]

Doc 8774 A16-LE, Rapport et procès-verbaux de la Commission juridique, seizième session de l'Assemblée, pages (iv), 50. Anglais, espagnol, français.

8) **QUESTION DE LA CONVENTION POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL SIGNÉE À VARSOVIE LE 12 OCTOBRE 1929 ET DU PROTOCOLE PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE VARSOVIE SIGNÉ À LA HAYE LE 28 SEPTEMBRE 1955**

[Le Conseil ayant chargé le Comité juridique de l'OACI d'étudier d'urgence la question de la révision de la Convention de Varsovie, amendée par le Protocole de La Haye, un sous-comité juridique du Comité s'est réuni en novembre et a établi un rapport. Entre-temps, l'Assemblée avait adopté, à sa seizième session, en septembre, une résolution sur la suite des travaux concernant la Convention de Varsovie amendée par le Protocole de La Haye.]

Doc 8744 — C/979, Décisions du Conseil. 63^e session. Anglais, espagnol, français.

Doc 8779 A 16-RES, Résolution de l'Assemblée A 16-35. Anglais, espagnol, français.

LC/SC Varsovie — Rapport 9/12/68, Rapport du Sous-Comité chargé de réviser la Convention de Varsovie amendée par le Protocole de La Haye, 34 pages. Anglais, espagnol, français.

Doc 8792, A 17-P/1, Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1968, p. 123-126. Anglais, espagnol, français.

9) **PARTICIPATION DES ÉTATS AUX CONVENTIONS INTERNATIONALES DE DROIT AÉRIEN**

[A sa seizième session, l'Assemblée a adopté une résolution concernant notamment l'importance d'une vaste participation aux conventions internationales de droit aérien.]

Doc 8779 A 16-RES, Résolution de l'Assemblée A 16-36. Anglais, espagnol, français.

10) CAPTURE ILLICITE D'AÉRONEFS

[A sa seizième session, l'Assemblée a adopté une résolution priant instamment tous les États de devenir parties le plus tôt possible à la Convention de Tokyo relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (1963), invitant les États, avant même de ratifier la Convention de Tokyo ou d'y adhérer, à mettre en application les principes de l'article 11 de cette Convention, et demandant au Conseil d'entreprendre, le plus tôt possible, une étude d'autres mesures destinées à résoudre le problème de la capture illicite d'aéronefs. En décembre, le Conseil a décidé de renvoyer la question de la capture illicite d'aéronefs au Comité juridique, à la Commission de navigation aérienne et au Comité du Transport aérien et a en même temps demandé aux États contractants de prendre toutes les mesures possibles pour prévenir les captures illicites d'aéronefs et, au besoin, de collaborer avec tout État dont un aéronef aurait été l'objet d'une telle capture.]

Doc 8779 A 16-RES, Résolution de l'Assemblée A 16-37. Anglais, espagnol, français.

Doc 9808 — C/985, Décisions du Conseil, 65^e session. Anglais, espagnol, français.

Doc 8792, A 17-P/1, Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1968, p. 127. Anglais, espagnol, français.

11) CLASSIFICATION ET INTÉGRATION DES RÉOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE EN VIGUEUR

[A sa seizième session, l'Assemblée a adopté une résolution générale à laquelle était jointe une liste des résolutions de l'Assemblée qui ne sont plus en vigueur.]

Doc 8779 A 16-RES, Résolution de l'Assemblée A 16-1. Anglais, espagnol, français.

Doc 8770, Résolutions de l'Assemblée en vigueur (au 26 septembre 1968). 224 pages. Anglais, espagnol, français.

12) RÈGLEMENT INTÉRIEUR APPLICABLE AUX RÉUNIONS DE L'OACI

[Le 12 juin, le Conseil a demandé la préparation aux fins du règlement intérieur d'un ensemble de projets de règles qui puissent convenir à toutes les réunions de l'OACI ou du moins servir de base à l'établissement de règles applicables à divers types de réunions.]

[Le 11 décembre, il a été décidé qu'il convenait de réviser les dispositions du règlement intérieur du Conseil relatives à l'élection des organes subsidiaires et des vice-présidents au motif que certaines d'entre elles n'étaient pas claires.]

[Le 20 juin, le Conseil a approuvé la révision du Doc 8144 — Instructions révisées et règlement intérieur pour les réunions régionales de navigation aérienne.]

Doc 8802 — C/984, Décisions du Conseil, 64^e session. Anglais, espagnol, français

Doc 8808 — C/985, Décisions du Conseil, 65^e session. Anglais, espagnol, français.

13) ANNEXES À LA CONVENTION RELATIVE À L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE, PROCÉDURES POUR LES SERVICES DE NAVIGATION AÉRIENNE (PANS), PROCÉDURES COMPLÉMENTAIRES RÉGIONALES (SUPPS)

Voir les « Publications techniques de l'OACI, éditions actuelles au 1^{er} décembre 1968 », Bulletin de l'OACI, Vol. XXIV, n^o 2, 1969, p. 15-20.

V. — BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

ICSID/3/Rev.5 Liste des États contractants et autres signataires de la Convention (à la date du 4 novembre 1968)

- ICSID/5 Clauses modèles de consentement à la compétence du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
- AC/68/5 Procès-verbal: Seconde session annuelle — 30 septembre 1968
- Deuxième rapport annuel 1967/1968

Documents concerning the origin and formulation of the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, Vol. II, Parts 1 and 2.

VI. — FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Création d'une facilité fondée sur des droits de tirage spéciaux au Fonds monétaire international et modifications des règles et pratiques du Fonds: rapport des administrateurs au Conseil des gouverneurs proposant des amendements aux Statuts (reproduit dans l'appendice I au Rapport annuel pour 1968).

VII. — ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME

A. — RÉOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE

- 1) Amendements à la Convention internationale de 1960 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1960. *Résolution A.146 (ES.IV), 26 novembre 1968.*
- 2) Détection des infractions et mise en œuvre des dispositions de la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures de 1954. *Résolution A.151 (ES.IV), 26 novembre 1968.*
- 3) Pénalités pour les rejets interdits d'hydrocarbures dans la mer. *Résolution A.153 (ES.IV), 27 novembre 1968.*
- 4) Prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures en dehors des zones interdites. *Résolution A.155 (ES.IV), 27 novembre 1968.*
- 5) Recommandation relative à l'établissement de dispositifs de séparation du trafic et aux zones à éviter par certains types de navires. *Résolution A.161 (ES.IV), 27 novembre 1968.*
- 6) Recommandation relative à la stabilité à l'état intact des navires de pêche. *Résolution A.168 (ES.IV), 28 novembre 1968.*
- 7) Participation aux enquêtes officielles concernant les accidents de mer. *Résolution A.173 (ES.IV), 28 novembre 1968.*

B. — RÉOLUTIONS DU CONSEIL

- 1) Coordination nationale [résolution 1281 (XLVIII) du Conseil économique et social, partie I]. *Résolution 6.35 (XX), 16 mai 1968.*
- 2) Containers (étude des problèmes liés au trafic des containers). *Résolution C.36 (XX), 16 mai 1968.*
- 3) Texte révisé de l'Annexe XII à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées. *Résolution C.37 (XX), 16 mai 1968* ⁶⁴.
- 4) Assistance technique (expansion des activités de l'OMCI dans le domaine de la coopération technique). *Résolution C.40 (XX), 17 mai 1968.*

⁶⁴ Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 70.

- 5) Examen des travaux de l'Organisation (et de ses objectifs et méthodes). *Résolution C.41 (XX), 17 mai 1968.*
- 6) Poursuite des travaux du Groupe de travail chargé de l'étude des objectifs et méthodes de l'OMCI (poursuite de l'examen des travaux de l'Organisation, de ses objectifs et méthodes). *Résolution C.42 (XXI), 29 novembre 1968.*
- 7) Rôle de l'OMCI (exposé relatif à l'expansion et à l'accroissement des activités de l'Organisation). *Résolution C.43 (XXI), 29 novembre 1968.*

C. — COMITÉ JURIDIQUE

- 1) État des travaux juridiques sur l'affaire du « Torrey Canyon » accomplis au cours des deux sessions du Groupe de travail I du Comité juridique et qui concernent les droits d'intervention des États pour prévenir la pollution, la participation aux enquêtes officielles sur les accidents de mer, l'accès aux eaux territoriales du matériel flottant de sauvetage étranger; les modifications à apporter à la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures de 1954, en vue de prévoir les moyens de déceler les actes de pollution et d'imposer des sanctions; pouvoirs de surveillance et de contrôle. *Document LEG/WG (I). III/3, 31 mai 1968.*
- 2) Rapport du Comité juridique au Conseil sur les travaux de ses troisième et quatrième sessions, mentionnant notamment l'examen des articles du projet de convention relatifs aux droits d'intervention des États riverains pour prévenir la pollution et aux questions de responsabilité et d'assurance pour les dommages par pollution des eaux de la mer. *Document LEG VI/6, 15 novembre 1968.*

D. — CONFÉRENCES ET AUTRES RÉUNIONS

- 1) Convocation d'une conférence sur les questions relatives au « Torrey Canyon » (convocation d'une conférence internationale en vue d'adopter une ou plusieurs conventions sur la question des dommages par pollution résultant d'accidents maritimes et aspects de cette question qui intéressent le droit public et privé). *Résolution A.171 (ES.IV), 28 novembre 1968.*
- 2) Questions d'assistance technique (convocation d'une session spéciale du Conseil de l'OMCI sur les questions d'assistance technique qui relèvent de la compétence de l'Organisation). *Résolution C.45 (XXI), 29 novembre 1968.*

VI. — AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

1. — STATUT ET COMPOSITION DE L'AGENCE

- a) *Mesures prises par les États touchant le statut (INFCIRC/42/Rev.5)*

Outre les faits relatés dans ce document qui a été publié le 15 juillet 1968, les changements ci-après sont intervenus :

Le Liechtenstein est devenu membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique en déposant un instrument d'acceptation du Statut de l'Agence auprès du Gouvernement dépositaire le 13 décembre 1968. A la fin de 1968, 99 États étaient membres de l'Agence.

- b) *Demandes d'admission*

Liechtenstein	GC(XII) 378; GC (XII)/RES/231
Niger	GC(XII) 386; GC (XII)/RES/233
Zambie	GC(XII) 378; GC (XII)/RES/232

2. — TEXTES CONVENTIONNELS

Contrat pour la cession d'uranium enrichi destiné à un réacteur de puissance au Pakistan (INFCIRC/116,1); a pris effet le 17 juin 1968.

Accord entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie concernant l'application de garanties (INFCIRC/117); entré en vigueur le 27 juin 1968.

Voir aussi les accords énumérés sous *i* à *x*, p. 72 et 73 du présent *Annuaire*.

3. — AUTRES DOCUMENTS

Dispositions concernant les usines de transformation et les usines de fabrication (GOV/1245, GOV/1245/Corr.1, GOV/1256, GOV/1259, GOV/1261, GOV/1282, GOV/1288).

Instructions pour l'exploitation des centrales nucléaires (GOV/1278).
